

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

## Table des matières

TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	11
CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	11
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	11
Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	11
Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration.....	11
CHAPITRE 1.2 Nature des installations.....	12
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	12
Article 1.2.2. Liste des installations visées par l'article r.214-1 du code de l'environnement.....	13
Article 1.2.3. Situation de l'Établissement.....	14
Article 1.2.4. Consistance des installations autorisées.....	14
Article 1.2.5. autres limites de l'autorisation.....	15
Article 1.2.5.1. Amplitudes de travail.....	15
Article 1.2.5.2. Nature des graines.....	15
CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	15
CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation.....	15
Article 1.4.1. Durée de l'autorisation.....	15
CHAPITRE 1.5 Périmètre d'éloignement.....	15
Article 1.5.1. implantation et isolement du site.....	15
CHAPITRE 1.6 Modifications et cessation d'activité.....	15
Article 1.6.1. Porter à connaissance.....	15
Article 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers.....	15
Article 1.6.3. Réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation.....	16
Article 1.6.3.1. Réexamen périodique.....	16
Article 1.6.3.2. Réexamen particulier.....	16
Article 1.6.4. Équipements abandonnés.....	16
Article 1.6.5. Changement d'Exploitant.....	16
Article 1.6.6. Cessation d'Activité.....	16
CHAPITRE 1.7 Arrêtés, circulaires, instructions applicables.....	17
CHAPITRE 1.8 Respect des autres législations et réglementations.....	18
TITRE 2 – Gestion de l'Établissement.....	19
CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations.....	19
Article 2.1.1. Objectifs généraux.....	19
Article 2.1.2. Consignes d'exploitation.....	19
Article 2.1.3. Système de management environnemental.....	19
Article 2.1.4. Inventaire.....	20
CHAPITRE 2.2 demandes de l'inspection des installations classées.....	20
CHAPITRE 2.3 Réserves de produits ou matières consommables.....	20
Article 2.3.1. Réserves de produits.....	20
CHAPITRE 2.4 Intégration dans le paysage.....	20
Article 2.4.1. Propreté.....	20
Article 2.4.2. Esthétique.....	21
CHAPITRE 2.5 Danger ou Nuisances non prévenus.....	21
CHAPITRE 2.6 Incidents ou accidents.....	21
Article 2.6.1. Déclaration et rapport.....	21
CHAPITRE 2.7 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	21
TITRE 3 - Prévention de la pollution atmosphérique.....	22
CHAPITRE 3.1 Conception des installations.....	22
Article 3.1.1. Dispositions générales.....	22
Article 3.1.2. Pollutions accidentelles.....	22
Article 3.1.3. Odeurs.....	22
Article 3.1.4. Voies de circulation.....	23
Article 3.1.5. Émissions diffuses et envols de poussières.....	23
CHAPITRE 3.2 Conditions de rejet.....	23
Article 3.2.1. Dispositions générales.....	23
Article 3.2.2. Inventaire des émissaires et effluents atmosphériques.....	24

Article 3.2.3. Conduits, installations raccordées et conditions générales de rejet.....	24
Article 3.2.4. Plan des réseaux de collecte des effluents atmosphériques.....	25
Article 3.2.5. Valeurs limites des rejets atmosphériques.....	25
Article 3.2.5.1. Émissions liées à la chaudière process (conduit n°1).....	25
Article 3.2.5.2. Émissions liées à la manutention et préparation des graines, séchage et refroidissement du tourteau, extraction de protéines.....	25
Article 3.2.5.3. Émissions liées aux unités de désodorisation de la station d'épuration....	25
TITRE 4 - PROTECTION DES MILIEUX aquatiques.....	26
CHAPITRE 4.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	26
Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau.....	26
Article 4.1.2. Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eaux.....	26
Article 4.1.3. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	26
Article 4.1.3.1. Protection des eaux d'alimentation en eau potable.....	26
Article 4.1.3.2. Réseau d'eau de refroidissement.....	26
Article 4.1.3.3. Prélèvement d'eau en nappe par forage.....	26
Article 4.1.4. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRÉLÈVEMENTS EN CAS DE SÉCHERESSE.....	26
Article 4.1.4.1. Dépassement du seuil de vigilance.....	26
Article 4.1.4.2. Dépassement du seuil d'alerte.....	27
Article 4.1.4.3. Dépassement du seuil d'alerte renforcée.....	27
Article 4.1.4.4. Dépassement du seuil de crise.....	27
Article 4.1.4.5. Levée des mesures de restrictions.....	27
CHAPITRE 4.2 Collecte des effluents liquides.....	28
Article 4.2.1. Dispositions générales.....	28
Article 4.2.2. Plan des réseaux.....	28
Article 4.2.3. Entretien et surveillance.....	28
Article 4.2.4. Nettoyage des équipements et installations.....	28
Article 4.2.5. Protection des réseaux internes à l'établissement.....	28
Article 4.2.5.1. Protection contre des risques spécifiques.....	28
Article 4.2.5.2. Isolement avec les milieux.....	29
CHAPITRE 4.3 types d'effluents, leurs ouvrages d'Épuration et leurs Caractéristiques de rejet au milieu.....	29
Article 4.3.1. Identification des Effluents.....	29
Article 4.3.2. Collecte des effluents.....	29
Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	29
Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement.....	29
Article 4.3.5. Localisation des points de rejet.....	30
Article 4.3.6. Conception, aménagement et Équipement des ouvrages de rejet.....	30
Article 4.3.6.1. Conception.....	30
4.3.6.1.1 Rejet dans le milieu naturel.....	30
4.3.6.1.2 Tamponnement des eaux pluviales.....	30
Article 4.3.6.2. Aménagement.....	30
4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements.....	30
4.3.6.2.2 Section de mesure.....	30
Article 4.3.6.3. Équipements.....	30
Article 4.3.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	31
Article 4.3.8. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles internes à l'établissement.....	31
Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles avant rejet.....	31
Article 4.3.10. Valeurs limites d'émission des eaux domestiques.....	32
Article 4.3.11. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées.....	32
Article 4.3.12. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales.....	32
TITRE 5 – Déchets produits.....	33
CHAPITRE 5.1 Principes de gestion.....	33
Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets.....	33
Article 5.1.2. Séparation des déchets.....	33
Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations internes de transit des Déchets.....	33
Article 5.1.4. Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement.....	34
Article 5.1.4.1. Registre – circuit de déchets.....	34
Article 5.1.5. Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement.....	34

Article 5.1.6. Transport.....	34
Article 5.1.7. Emballages industriels.....	35
Article 5.1.8. Déchets produits par l'établissement.....	35
TITRE 6 - Substances et produits chimiques.....	36
CHAPITRE 6.1 Dispositions générales.....	36
Article 6.1.1. Identification des produits.....	36
Article 6.1.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux.....	36
CHAPITRE 6.2 Substances et produits dangereux pour l'homme et l'environnement.....	36
Article 6.2.1. Substances interdites ou restreintes.....	36
Article 6.2.2. Substances extrêmement préoccupantes.....	36
Article 6.2.3. Substances soumises à autorisation.....	36
Article 6.2.4. Produits biocides - Substances candidates à substitution.....	37
Article 6.2.5. Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat).....	37
TITRE 7 - Prévention des nuisances sonores et des vibrations.....	38
CHAPITRE 7.1 Dispositions générales.....	38
Article 7.1.1. Aménagements.....	38
Article 7.1.2. Véhicules et engins.....	38
Article 7.1.3. Appareils de communication.....	38
Article 7.1.4. Autres équipements.....	38
CHAPITRE 7.2 Niveaux acoustiques.....	38
Article 7.2.1. Valeurs Limites d'émergence.....	38
Article 7.2.1.1. Définitions.....	38
Article 7.2.1.2. Valeurs limites d'émergence.....	39
Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit.....	39
Article 7.2.3. Tonalité marquée.....	39
CHAPITRE 7.3 Vibrations.....	39
TITRE 8 - Prévention des risques technologiques.....	40
CHAPITRE 8.1 Principes directeurs.....	40
CHAPITRE 8.2 Caractérisation des risques.....	40
Article 8.2.1. Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement.....	40
Article 8.2.2. Zonage des dangers internes à l'établissement.....	40
Article 8.2.3. Études de dangers.....	40
Article 8.2.4. barrières de sécurité.....	40
Article 8.2.5. Domaine de fonctionnement sur des procédés.....	41
CHAPITRE 8.3 Infrastructures et installations.....	41
Article 8.3.1. Accès et circulation dans l'établissement.....	41
Article 8.3.1.1. Gardiennage, vidéosurveillance et contrôle des accès.....	41
Article 8.3.2. Intervention des services de secours.....	41
Article 8.3.2.1. Accessibilité.....	41
Article 8.3.2.2. Caractéristiques minimales des voies d'accès aux engins pompiers.....	41
Article 8.3.2.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.....	42
Article 8.3.2.4. <i>Mise en station des échelles</i> .....	42
Article 8.3.2.5. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins.....	42
Article 8.3.3. Désenfumage.....	42
Article 8.3.4. Bâtiments et locaux.....	43
Article 8.3.5. Installations électriques – mise à la terre.....	43
Article 8.3.6. Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	43
Article 8.3.7. Ventilation des locaux.....	44
Article 8.3.8. Propreté de l'installation.....	44
Article 8.3.9. Protection contre la foudre.....	44
Article 8.3.10. Séismes.....	44
Article 8.3.11. Inondation.....	45
Article 8.3.12. Systèmes de détection et extinction automatiques.....	45
CHAPITRE 8.4 Dispositions d'exploitation.....	45
Article 8.4.1. Surveillance de l'installation.....	45
Article 8.4.2. Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents.....	45
Article 8.4.3. Systèmes d'alarme et de mise en sécurité des installations.....	46
Article 8.4.4. Dispositif de conduite.....	46

Article 8.4.5. Vérifications périodiques.....	46
Article 8.4.6. Interdiction de feux.....	46
Article 8.4.7. Prévention des accumulations de poussières.....	46
Article 8.4.8. Formation du personnel.....	46
Article 8.4.9. Travaux d'entretien et de maintenance.....	47
Article 8.4.9.1. Contenu du permis de travail, de feu.....	47
CHAPITRE 8.5 Prévention des pollutions accidentelles.....	47
Article 8.5.1. Organisation de l'établissement.....	47
Article 8.5.2. Élimination des substances ou mélanges dangereux récupérés en cas d'accident.....	48
Article 8.5.2.1. Consignes en cas de pollution.....	48
Article 8.5.3. Ateliers.....	48
Article 8.5.4. Rétentions et confinement.....	48
Article 8.5.5. Réservoirs.....	49
Article 8.5.6. Règles de gestion des stockages en rétention.....	49
Article 8.5.7. Stockage sur les lieux d'emploi.....	50
Article 8.5.8. Transports - chargements - déchargements.....	50
Article 8.5.9. Postes de chargement et de déchargement :.....	50
Article 8.5.9.1. Accueil des chauffeurs, Vérification et surveillance avant les transferts.....	50
Article 8.5.9.2. Vérification et surveillance pendant les transferts.....	51
Article 8.5.9.3. Vérification et surveillance après les transferts.....	52
Article 8.5.9.4. Prévention des pollutions.....	52
Article 8.5.10. Tuyauteries.....	52
Article 8.5.11. Élimination des substances ou mélanges dangereux récupérés en cas d'accident.....	53
CHAPITRE 8.6 moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	53
Article 8.6.1. Définition générale des moyens.....	53
Article 8.6.2. Entretien des moyens d'intervention.....	53
Article 8.6.3. Protections individuelles du personnel d'intervention.....	53
Article 8.6.4. Moyens généraux d'intervention.....	53
Article 8.6.5. Ressources en eau et en mousse.....	54
Article 8.6.6. Consignes de sécurité.....	54
Article 8.6.7. Consignes générales d'intervention.....	54
Article 8.6.7.1. Système d'alerte interne.....	55
Article 8.6.7.2. Plan d'opération interne.....	55
Article 8.6.8. Protection des milieux récepteurs.....	55
Article 8.6.8.1. Dossier de lutte contre la pollution des eaux.....	55
Article 8.6.8.2. Cuve de rétention des eaux incendies.....	56
TITRE 9 - Conditions particulières applicables à l'utilisation des silos et magasins.....	57
CHAPITRE 9.1 Dispositions générales.....	57
Article 9.1.1. Installations visées.....	57
Article 9.1.2. Application des arrêtés ministériels.....	57
Article 9.1.3. Éloignement des locaux administratifs.....	57
Article 9.1.4. Accès aux installations.....	57
Article 9.1.5. Aires de chargement et de déchargement.....	57
CHAPITRE 9.2 prévention des risques d'explosion et d'incendie.....	57
Article 9.2.1. Prévention des risques d'explosion et d'incendie.....	57
Article 9.2.2. Dispositifs de sécurité des appareils de manutention.....	58
Article 9.2.3. Prévention des risques d'incendie – nettoyage des installations.....	58
Article 9.2.4. Système d'aspiration.....	59
Article 9.2.5. Prévention des risques d'auto-échauffement.....	59
Article 9.2.6. Vieillessement des structures.....	60
CHAPITRE 9.3 Mesures de protection.....	60
Article 9.3.1. Mesures de protection contre une explosion.....	60
Article 9.3.1.1. Événements et surfaces soufflables.....	60
Article 9.3.1.2. Découplage.....	61
Article 9.3.2. Inertage des cellules béton fermées.....	61
TITRE 10 - Conditions particulières applicables à l'unité de méthanisation.....	63
CHAPITRE 10.1 Dispositions générales.....	63

Article 10.1.1. Consistance des installations.....	63
CHAPITRE 10.2 Conception.....	63
Article 10.2.1. Conception de l'installation.....	63
Article 10.2.2. Capacité de l'installation.....	63
Article 10.2.3. Prévention des risques d'incendie et d'explosion.....	64
Article 10.2.4. Torchère de sécurité.....	64
Article 10.2.5. Comptage du biogaz.....	64
Article 10.2.6. Réception des eaux résiduaires.....	64
CHAPITRE 10.3 Conditions d'exploitation.....	64
Article 10.3.1. Formation.....	64
Article 10.3.2. Risque de fuite de biogaz.....	64
Article 10.3.3. Surveillance du procédé de méthanisation.....	65
Article 10.3.4. Phase de démarrage des installations.....	65
Article 10.3.5. Précautions lors du démarrage.....	65
Article 10.3.6. Indisponibilités.....	65
CHAPITRE 10.4 Prévention des risques.....	65
Article 10.4.1. Absence de locaux occupés dans les zones à risques.....	65
Article 10.4.2. Repérage des canalisations.....	65
Article 10.4.3. Canalisations, dispositifs d'ancrage.....	65
Article 10.4.4. Raccords des tuyauteries biogaz.....	65
Article 10.4.5. Traitement du biogaz.....	65
Article 10.4.6. Injection du biogaz dans le réseau.....	66
Article 10.4.7. Zonage ATEX.....	66
Article 10.4.8. Ventilation des locaux.....	66
Article 10.4.9. Soupape de sécurité, évent d'explosion.....	66
Article 10.4.10. Programme de maintenance préventive.....	66
Article 10.4.11. Permis d'intervention et permis de feu.....	67
Article 10.4.12. Autres barrières de sécurité.....	67
CHAPITRE 10.5 Prévention de la pollution de l'air.....	67
Article 10.5.1. Composition du biogaz.....	67
CHAPITRE 10.6 Prévention de la pollution de l'eau.....	67
TITRE 11 - Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement.....	68
CHAPITRE 11.1 Atelier FEED+.....	68
Article 11.1.1. Consistance des installations.....	68
Article 11.1.2. Barrières de sécurité.....	68
CHAPITRE 11.2 Atelier MID 1.....	68
Article 11.2.1. Consistance des installations.....	68
Article 11.2.2. Barrières de sécurité.....	68
CHAPITRE 11.3 Atelier protéines.....	69
Article 11.3.1. Consistance des installations.....	69
Article 11.3.2. Barrières de sécurité.....	69
CHAPITRE 11.4 Station d'épuration (hors unité de méthanisation).....	69
Article 11.4.1. Consistance des installations.....	69
Article 11.4.2. Barrières de sécurité.....	70
CHAPITRE 11.5 Équipements sous pression.....	70
CHAPITRE 11.6 utilités.....	70
Article 11.6.1. Dispositions générales.....	70
Article 11.6.2. Alimentation électrique.....	70
Article 11.6.3. Chaufferie.....	70
TITRE 12 - Surveillance des émissions et de leurs effets.....	72
CHAPITRE 12.1 Programme de surveillance.....	72
Article 12.1.1. Principe et objectifs du programme de surveillance.....	72
Article 12.1.2. mesures comparatives.....	72
CHAPITRE 12.2 Modalités d'exercice et contenu de l'auto-surveillance.....	72
Article 12.2.1. surveillance des émissions atmosphériques.....	72
Article 12.2.1.1. Émissions liées à la chaudière process (conduit n°1).....	72
Article 12.2.1.2. Émissions liées à la manutention et préparation des graines, séchage et refroidissement du tourteau, extraction de protéines.....	72
Article 12.2.1.3. Émissions liées aux unités de désodorisation de la station d'épuration..	73

Article 12.2.1.4. Émissions liées à la torchère.....	73
Article 12.2.2. surveillance des eaux résiduaires.....	73
Article 12.2.2.1. Fréquence et modalités de surveillance de la qualité des rejets.....	73
Article 12.2.3. Suivi des déchets.....	74
Article 12.2.4. Autosurveillance des niveaux sonores.....	75
Article 12.2.5. Excavations et Surveillance périodique de la qualité des sols.....	75
Article 12.2.6. Surveillance des eaux souterraines.....	76
Article 12.2.6.1. Généralités.....	76
Article 12.2.6.2. Plan de surveillance.....	76
CHAPITRE 12.3 Suivi, interprétation et diffusion des résultats.....	77
Article 12.3.1. Actions correctives.....	77
Article 12.3.2. Analyse et transmission des résultats de l'auto-surveillance.....	77
Article 12.3.3. transmission des résultats de l'auto-surveillance des déchets.....	77
Article 12.3.4. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores.....	77
CHAPITRE 12.4 Bilans périodiques.....	78
Article 12.4.1. Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.....	78
TITRE 13 -EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET POLLUTIONS LUMINEUSES.....	79
CHAPITRE 13.1 Dispositions générales.....	79
Article 13.1.1. GÉNÉRALITÉS.....	79
Article 13.1.2. EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE.....	79
Article 13.1.3. ÉCONOMIES D'ÉNERGIE EN PÉRIODE NOCTURNE ET PRÉVENTION DES POLLUTIONS LUMINEUSES.....	79
TITRE 14 échéances.....	80
ANNEXE 1 : Points de mesure des niveaux sonores.....	81

**SAIPOL**  
Dieppe  
-----  
Arrêté préfectoral cadre  
-----

---

**TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

**CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

**ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société SAIPOL, dont le siège social est situé 11/13 rue de Monceau à Paris (75008), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Dieppe, les installations détaillées dans les articles suivants.

**ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions des arrêtés suivants sont annulées et remplacées par les dispositions du présent arrêté :

- arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 17 février 2018 ;
- arrêté préfectoral du 22 janvier 2018 – trituration de graines de moutarde
- arrêté préfectoral du 13 janvier 2017 – trituration de graines de colza et de tournesol OGM ;
- arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 – prescriptions complémentaires suite à bilan de fonctionnement ;
- arrêté préfectoral du 24 juin 2009 – prescriptions complémentaires suite à étude de dangers des silos ;
- arrêté préfectoral du 12 février 1993

**ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

## CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Alinéa	A, E, DC, D, NC (1)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation/ Bâtiments concernés	Volume autorisé (2)
1185	2. a)	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg : DC b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg : D	Climatisation atelier protéines : fluide HFC : 230 kg Refroidissement presses MID1 : fluide HFC : 150 kg Epuration biogaz : fluide HFC : 10 kg TOTAL : 390 kg	390 kg
2160	1. b)	D	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³ : E b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³ : DC	Stockage tourteaux : capacité de stockage 10 000 m³ h parois = 7 m TOTAL : 10 000 m³	10 000 m³
2160	2. b)	D	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³ : A b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³ : DC	Stockage graines : 4 cellules métalliques x 1 196 m³ 6 cellules béton x 600 m³ Sous-total : 8 384 m³ Stockage tourteaux avant atelier Protéines : 2 cellules granulées x 120 m³ 1 cellule tourteau broyé x 150 m³ Sous-total : 390 m³ TOTAL 8 774 m³	8 774 m³
2910	A.2	D	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW : E 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW : DC	Chaudière vapeur, combustible gaz naturel : puissance thermique nominale 10 MW Chaudière eau chaude chauffage bureaux, combustible gaz naturel : puissance thermique nominale 0,128 MW TOTAL : 10,128 MW (2 installations distinctes : 10 MW et 0,128 MW)	10,128 MW
3642	2.	A	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 600 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an.	Transformation de graines oléagineuses en huile végétale, tourteaux et protéines végétales : Presserie à chaud Feed+ : 250 t de graines /jour Presserie à froid MID1 : 200 t de graines/jour Produits finis 650 t/jour : -huile (environ 130 t/j) - tourteaux gras (environ 92t/j) - tourteau humide (environ 370t/j) - protéines déshydratées : (environ 30t/j) - lécithines - phytates	650 t/j

\* AS (Autorisation avec servitudes d'utilité publique) ou A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôles périodiques) ou NC (Non classé)



L'établissement est classé « A » au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les activités exercées sont visées dans l'annexe I de la directive européenne 2010/75/CE relative aux émissions industrielles dites IED. Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique n° 3642 dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles sont contenues dans le BREF référencé FDM (Industries agro-alimentaires et laitières).

Conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

A compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant utilise les meilleures techniques disponibles en particulier celle décrite dans le document Best Available Techniques (BAT) Reference Document for the Food, Drink and Milk Industries de 2019 ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière définies dans la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019.

#### ARTICLE 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS VISÉES PAR L'ARTICLE R.214-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Rubrique	A/D*	Libellé de la rubrique	Nature	Volume autorisé**
2.1.5.0. 2°	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha : A 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : D	Eaux pluviales : rejet à l'Arques Surfaces concernées : situation future 3 ha au total existant (2,2 ha) + extension (0,8 ha)	3 ha
2.2.1.0. 2°	D	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptibles de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant : 1° Supérieure ou égale à 10 000 m³/jour ou à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau : A 2° Supérieure à 2 000 m³/jour ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m³/jour et à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau : D	Rejet des eaux de refroidissement prélevées dans l'Arques : 100 m³/h, 2 400 m³/jour Rejet des eaux résiduaires épurées : 62 m³/h, 1 500 m³/jour TOTAL : 62 m³/h, 3 900 m³/jour  Débit de l'Arques : 35 000 m³/h, donc rejet = 0,5 % du débit du cours d'eau	3900 m³/jour
2.2.3.0.1 °a	A	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0 : 1° Le flux total de pollution brute étant : a) Supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent : A b) Compris entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent : D 2° Le produit de la concentration maximale d'Escherichia coli, par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens des articles D. 1332-1 et D. 1332-16 du code de la santé publique, étant : a) Supérieur ou égal à 1011 E coli/ jour : A b) Compris entre 1010 à 1011 E coli/ jour : D	Rejet de la future station d'épuration : rejet effectué dans l'Arques MES : 59,5 kg/jour : > R1 et < R2 DCO : 212,5 kg/jour : > R2 DBO5 : 42,5 kg/jour : > R1 et < R2 N global : 17 kg/jour : > R2 P total : = 3,4 kg/jour > R2 Flux de pollution supérieur au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres	
2.2.4.0	D	Installations ou activités à l'origine d'un effluent correspondant à un apport au milieu aquatique de plus de 1 t / jour de sels dissous : D	Rejet de la future station d'épuration : rejet effectué dans l'Arques 35 t/jour de sels dissous	35 t/j de sels dissous
3.2.2.0	D	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m² : A 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m² : D Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage ou le remblai dans le lit majeur.	Terrain situé en partie en zone du futur PPRI. Le projet diminue de 3 041 m² la surface de terrain sous la cote de référence du futur PPRI (10,85 m NM).	3041 m² soustrait

\* D (Déclaration) ; A (Autorisation)

\*\*Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

### ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Dieppe et les parcelles mentionnées ci-après :

Commune	Section cadastrale	Parcelles	Superficie (m²)
Dieppe	AR	4, 12, 13, 46	16 735 + 322 + 252 + 3 098
	Domaine portuaire non cadastré		2 024 + 7 502
	TOTAL		29933

### ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Les principales activités du site sont la production d'huile, de tourteaux et de protéines issus de graines oléagineuses (colza, tournesol et moutarde) ainsi que la valorisation du biogaz issu du traitement des effluents.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

#### **Activités de trituration et infrastructures du site :**

##### Bâtiments de production :

- Bâtiment préparation : nettoyage et séchage des graines, aplatissage, filtration de l'huile obtenue
- Bâtiment Feed+ : trituration à chaud des graines nettoyées et aplaties, refroidissement du tourteau gras
- Bâtiment MID 1 : trituration à froid des graines nettoyées, refroidissement et broyage du tourteau

##### Installations liées au stockage de produits :

- une fosse de déchargement des graines
- 6 silos verticaux béton de stockage des graines (n°1 à 6)
- 4 silos verticaux métalliques de stockage des graines (n° 9 à 12)
- 1 silo plat de stockage de tourteau humide (magasin 3)
- 1 silo plat de stockage de tourteau gras (magasin 4)
- 4 bacs de stockage d'huile (n°9 à 11)

##### Installations connexes :

- un bâtiment administratif
- un bâtiment de maintenance et de stockage
- un local de stockage de produits chimiques en IBC
- un bâtiment de stockage de produits chimiques
- une chaufferie ;
- un local de déclenchement des dispositifs de sprinklage et réserves d'eau associées (2 x 270 m<sup>3</sup>)
- 1 cuve de rétention des eaux pluviales de 1000 m<sup>3</sup> ;
- 1 cuve de rétention des eaux d'extinction incendie de 1000 m<sup>3</sup> ;

#### **Activités d'extraction de protéines**

##### Bâtiments de production :

- Bâtiment protéines : production et stockage d'isolat de protéines et production de tourteau humide ;

##### Installations liées au stockage de produits :

- 3 silos de stockage tampon du tourteau non broyé et broyé destiné à alimenter le bâtiment protéines ;
- différentes cuves de stockage de produits en vrac :
  - 10V01 et 10V02 : cuves de stockage de produit de nettoyage
  - 05V01 : cuve de stockage de NaOH
  - 05V02 : cuve de stockage de CaCl<sub>2</sub>
  - 05V04 : cuve de stockage de Hcl
- une zone de dépotage de produits vrac

##### Installations connexes :

- stockage et traitement d'eau procédé :
  - 08A01 : adoucisseur d'eau
  - 08V02 : cuve de stockage d'eau procédé froide de 300 m<sup>3</sup>
  - 08V01 : cuve de stockage d'eau procédé chaude de 200 m<sup>3</sup>

#### **Activités de traitement des effluents et de production de biogaz**

- une station de traitement des effluents et de production de biogaz ;

## **ARTICLE 1.2.5. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION**

### **Article 1.2.5.1. Amplitudes de travail**

L'établissement est autorisé à fonctionner 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Les entrées et sorties des poids-lourds sont effectuées sur la plage 7h – 18 heures.

### **Article 1.2.5.2. Nature des graines**

L'exploitant est autorisé à triturer des graines oléagineuses (colza, moutarde, tournesol...). Chaque cycle de production mettant en œuvre des graines oléagineuses autre que le colza et le tournesol fait l'objet d'une information préalable auprès de l'inspection des installations classées.

Durant la première campagne de trituration de graines de moutarde suivant la signature du présent arrêté, l'exploitant met à jour et transmet à l'inspection des installations classées le profil olfactif de l'usine suivant la méthode des Nez et dans deux situations : injection active et non active de l'agent de traitement des molécules odorantes.

## **CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION**

### **ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## **CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT**

### **ARTICLE 1.5.1. IMPLANTATION ET ISOLEMENT DU SITE**

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

## **CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

### **ARTICLE 1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R181-46 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du Code de l'Environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués en double exemplaire au Préfet qui peut demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Les études de dangers permettent une évaluation régulière et structurée de la sécurité en conditions normales de fonctionnement et en modes dégradés.

En outre, les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante des installations (produits, procédés mis en œuvre, mode d'exploitation ...) soumise ou non à une procédure d'autorisation ou sur demande de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 1.6.3. RÉEXAMEN DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION**

#### **Article 1.6.3.1. Réexamen périodique**

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF FDM) associées à la rubrique principale définie à l'article 1.2.1 du présent titre postérieur à la publication du 12 novembre 2019.

Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R515-59 1°).

Dans un délai maximum de quatre ans à compter de cette publication au Journal Officiel de l'Union Européenne, les installations ou équipements concernées doivent être conformes avec les prescriptions issues du réexamen.

L'exploitant peut demander à déroger aux dispositions de l'article R515-67 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R515-68 dudit code, en remettant l'évaluation prévue par cet article. Dans ce cas, le dossier de réexamen, contenant l'évaluation, est soumis à consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L515-29 du code de l'environnement et selon les modalités des articles R515-76 ou R515-77 dudit code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette consultation et un résumé non technique au format électronique.

L'état du site d'implantation des installations est décrit dans le rapport de base établi par l'exploitant. Sans préjudice des dispositions du code de l'environnement lors de la mise à l'arrêt définitif des installations, les conditions de remise en état du site dans l'état sont au moins celles constatées dans ce rapport. Le rapport de base est à remettre dans le cadre de ce dossier de réexamen.

#### **Article 1.6.3.2. Réexamen particulier**

Le réexamen des prescriptions dont est assortie l'autorisation peut être demandé par voie d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires dans les cas mentionnés au II et III de l'article R515-70 du code de l'environnement, en particulier :

- si la pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;
- lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

Le réexamen est réalisé dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article précédent ; le dossier de réexamen étant à remettre dans les douze mois à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

#### **ARTICLE 1.6.4. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

En particulier, les silos et cuves inutilisés sont démontées avant la mise en service de l'atelier protéines.

#### **ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

#### **ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITÉ**

En cas d'arrêt définitif d'une installation, celle-ci doit être placée dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures de l'article R 512-39-1 du Code de l'environnement pour l'application des articles R512-39-2 à R 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

Cette notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comprennent notamment :

- le plan à jour du site,
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- les mesures de dépollution des sols éventuellement nécessaires,
- les mesures de maîtrise des risques et de dépollution liées aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

L'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur déterminé conformément au deuxième alinéa du présent article, aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations

et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

L'exploitant remet en outre le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base mentionné à l'article L.515-30 du code de l'environnement en tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées.

En vu de cette remise en état, l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R.512-39-3 une évaluation de l'état de la pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au troisièmement du I de l'article R.515-59 même si l'arrêt ne libère pas de terrains susceptibles d'être affectés à un nouvel usage.

L'exploitant propose également dans ce mémoire les mesures nécessaires pour cette remise en état.

## CHAPITRE 1.7 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
03/08/18	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 20 décembre 2018).
20/11/17	Arrêté relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples .
04/08/14	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185.
09/08/13	Circulaire relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation.
29/02/12	Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.
04/10/10	Arrêté ministériel modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
11/03/10	Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.
07/07/09	Arrêté relatif à aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence en vigueur.
31/01/08	Arrêté ministériel relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.
28/12/07	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 " Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable "
29/09/05	Arrêté ministériel relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations soumises à autorisation.
02/02/98	Arrêté ministériel relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
23/01/97	Arrêté ministériel relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
31/03/80	Arrêté ministériel relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

## CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

---

### CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau,
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- avoir une gestion rationnelle de l'énergie,
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées,
- prévenir en toute circonstance, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites, des monuments, et des éléments du patrimoine archéologique.

#### ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Les consignes prennent en compte les risques liés aux capacités mobiles.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans les installations.

#### ARTICLE 2.1.3. SYSTÈME DE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :

- I. Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ;
- II. Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement ;
- III. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- IV. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;
- V. Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ;
- VI. Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ;
- VII. Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation ;
- VIII. Communication interne et externe ;
- IX. Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental ;
- X. Établissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents ;
- XI. Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces ;
- XII. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés ;
- XIII. Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence ;
- XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service ;
- XV. Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ;
- XVI. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;
- XVII. Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;
- XVIII. Évaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels ;
- XIX. Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;

XX. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.

Le SME intègre également les éléments suivants :

- Un plan de gestion du bruit ;
- Un plan de gestion des odeurs ;
- Un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux ;
- Un plan d'efficacité énergétique.

Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

#### **ARTICLE 2.1.4. INVENTAIRE**

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :

I. Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :

(a) des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;

(b) des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ;

II. Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux ;

III. Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :

(a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ;

(b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;

IV. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :

(a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;

(b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;

(c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;

V. Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continuellement l'utilisation efficace des ressources ;

VI. La définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié.

Le niveau de détail de l'inventaire est en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

### **CHAPITRE 2.2 DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Sous couvert de l'autorité du préfet, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

### **CHAPITRE 2.3 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES**

#### **ARTICLE 2.3.1. RÉSERVES DE PRODUITS**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

### **CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

#### **ARTICLE 2.4.1. PROPRETÉ**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues,... sont mis en place en tant que de besoin.

#### **ARTICLE 2.4.2. ESTHÉTIQUE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

Sauf en cas d'impossibilité justifiée, l'exploitant utilise des méthodes alternatives à l'utilisation des herbicides. En tout état de cause, il est interdit d'utiliser des herbicides à base d'alachlore, d'atrazine, diuron, d'isoproturon, de simazine ou de trifluraline pour traiter les espaces verts.

### **CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS**

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

### **CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

#### **ARTICLE 2.6.1. DÉCLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise les éléments demandés à l'article R512-69 du code de l'environnement et notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme, ainsi que le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Si les investigations nécessitent un délai supplémentaire, l'exploitant transmet à cette échéance les éléments en sa possession, les études engagées et propose à l'inspection des installations classées une date de remise du rapport détaillé définitif.

Ce rapport peut, si nécessaire, être soumis à tierce expertise.

### **CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant maintient à disposition de l'inspection des installations classées les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et ses compléments,
- le dernier dossier de demande d'autorisation soumis à enquête publique,
- les différentes études d'impact et de dangers du site,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- et, pendant 5 années minimum, tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données,



---

## TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

---

### CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, des substances susceptibles de porter atteinte aux intérêts de l'article L511-1 du Code de l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en est informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie et des dispositifs liés à la torchère. Dans ce cadre, toutes les dispositions sont prises pour écarter tout risque de pollution des eaux ou des sols, rendre impossible une propagation d'incendie aux installations du site et engendrer des fumées ou odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

L'exploitant dispose des paramètres suivants : vitesse et direction du vent au plus près du site. Ces données sont enregistrées et sont accessibles par l'exploitant.

L'exploitant dispose de mesure des données météorologiques en permanence. Ces données sont secourues. et peuvent être communes à plusieurs installations.

#### ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires.

L'exploitant met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du Système de Management Environnemental (SME), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- Un protocole précisant les actions et le calendrier ;
- Un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ;
- Un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;
- Un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Un traitement des composés odorants issus de la presserie à chaud est réalisé si nécessaire (conduits K)

Au niveau de la station d'épuration, 3 conduits sont raccordés à 3 unités de désodorisation :

- conduit O : collecte des effluents gazeux des cuves tampon couverts Perméat et CIP et de l'unité de traitement du biogaz Sulfothane,

- conduit P : collecte des effluents gazeux du local de traitement des boues,
- conduit Q : collecte des effluents gazeux de la bache à boue.

Chaque unité de désodorisation est composée par un biofiltre associé à un filtre à charbon actif.

La surveillance de la performance des unités de désodorisation est réalisée au moins une fois par mois. Une procédure établit les modalités de surveillance et les critères d'augmentation de la fréquence de surveillance.

Une procédure est établie sur les modalités de changement des filtres à charbon actif qui vise à réduire les nuisances odorantes.

**Dans les 6 mois suivant la mise en service de l'unité protéines**, l'exploitant réalise une étude comportant :

- la mise à jour du profil olfactif du site réalisé en 2010 selon la méthode du langage des nez,
- une campagne de mesure de débits d'odeurs au niveau des conduits a minima K, O, P, Q. L'étude justifie les conduits sélectionnés pour la mesure,
- une conclusion quant à la nécessité éventuelle de renforcer les mesures de réduction des émissions olfactives.

L'exploitant transmet le rapport de cette étude à l'inspection des installations classées de cette étude **dans les 8 mois suivant la mise en service de l'unité protéines** et met en place les conclusions et recommandations **dans les 12 mois suivant la mise en service de l'unité protéines**.

#### **ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.

Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,

- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

#### **ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs, etc.).

### **CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET**

#### **ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Dans les périmètres délimités par un Plan de Protection de l'Atmosphère et des mesures d'urgence (articles L 222-4 et 223-1 du CE), les installations doivent respecter, en plus des dispositions du présent arrêté, les dispositions propres à chaque périmètre.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet canalisé non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas présenter de coloration caractérisée persistante.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents portant atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 ou montrant un dysfonctionnement des appareils de suivi des rejets, avec déclenchement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également enregistrés.

### ARTICLE 3.2.2. INVENTAIRE DES ÉMISSAIRES ET EFFLUENTS ATMOSPHÉRIQUES

L'exploitant tient à jour un inventaire de l'ensemble des émissaires du site, reprenant notamment les caractéristiques de chaque émissaire (hauteur, diamètre, débit nominal, vitesse d'éjection...), la nature des polluants émis, les valeurs de débits, de concentrations et de flux de ces polluants, dans les différentes configurations de fonctionnement et le type de suivi réalisé.

### ARTICLE 3.2.3. CONDUITS, INSTALLATIONS RACCORDÉES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

Les rejets atmosphériques du site ont pour origines principales :

- les chaudières (chaudière vapeur et chaudière eau chaude pour le chauffage des bureaux),
- les différents procédés de transformation de graines avec émission possible de poussières,
- la station d'épuration

N° de conduit	Localisation	Installations raccordées	Caractéristiques	Hauteur par rapport au sol (m)	Diamètre en m	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Débit nominal (Nm³/h)
1	chaufferie	Chaudière procédé	10 MW gaz naturel	30	0,86	5	6961
2	bureaux	Chaudière chauffage bâtiment administratif	0,128 MW gaz naturel	6	0,18	2,6	160
3	Station d'épuration	Torchère	0,5 kW	10	1,3	5	6600
A	Déchargement graines	Filtre aspiration réception graines fosse déchargement		6	0,6	8	23079
B	Presserie FeedPlus	Filtre aspiration centralisée tamis chauvin		19	0,4	8	5725
C		Nettoyeur MID 1		19	0,9	8	38464
D		Sécheur graines		19	1,2	8	58319
K		Conditionneur CF001		10	0,3	8	5193
E		Refroidisseur FeedPlus		10	0,6	8	9273
F	Presserie MID1	Refroidisseur 1 MID 1		11	0,6	8	9806
G		Refroidisseur 2 MID 1		11	0,6	8	9806
H		Transporteur pneumatique entre broyeur et silo		14	0,4	8	5241
I		Aspiration sur les convoyeurs MID 1		11	0,4	8	5481
J	Bâtiment Protéines	Transporteur pneumatique vers bâtiment protéines		12	0,2	8	1952
L		Extraction d'air local filtre à bande		12	0,6	8	15300

M		Rejet pompe à vide		6	0,2	8	5600
N		Tour d'atomisation		34	0,8	8	35000
O	Station d'épuration	Désodorisation bassin tampon		4,5	0,45	8	5230
P		Désodorisation local technique		5,6	0,56	8	8100
Q		Désodorisation bâche à boues		2,5	0,25	8	1300

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

#### ARTICLE 3.2.4. PLAN DES RÉSEAUX DE COLLECTE DES EFFLUENTS ATMOSPHÉRIQUES

L'exploitant tient à jour des schémas de circulation des effluents gazeux faisant apparaître les sources, les cheminements, les systèmes de traitement interne et les points de contrôle, jusqu'aux différents points de rejet. Ces schémas doivent indiquer les valeurs de débit, des concentrations et des flux polluants dans les différentes configurations de fonctionnement.

Ce plan est tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### ARTICLE 3.2.5. VALEURS LIMITES DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

##### Article 3.2.5.1. Émissions liées à la chaudière process (conduit n°1)

Les émissions de la chaudière process sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

##### Article 3.2.5.2. Émissions liées à la manutention et préparation des graines, séchage et refroidissement du tourteau, extraction de protéines

Conduits	Polluants	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>
A, B, C, D, H, I, J, N	Poussières	5
K, E, F, G*	Poussières	10

\* conduits liés au séchage et refroidissement du tourteau

##### Article 3.2.5.3. Émissions liées aux unités de désodorisation de la station d'épuration

Conduits	Polluants	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>
O, P, Q	H <sub>2</sub> S	0,5
	NH <sub>3</sub>	0,1

## TITRE 4 - PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Les ouvrages sont équipés d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement nominal annuel (m <sup>3</sup> )	Débit maximal	
			Horaire	Journalier
Eau de surface	L'Arques	1 200 000 m <sup>3</sup>	150	3600
Réseau public	Ville de Dieppe	700 000 m <sup>3</sup>		

Les résultats de l'essai de recyclage pour le lavage du tourteau (6 m<sup>3</sup>/h, soit 120 m<sup>3</sup>/jour et 39 000 m<sup>3</sup>/an) dans l'étape de séparation solide/liquide après extraction des protéines à l'eau ainsi que la justification de pérennisation ou non de ce recyclage fait l'objet d'une communication à l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRÉLÈVEMENT D'EAUX

Les ouvrages de prélèvement dans le cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux.

Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

#### ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

##### Article 4.1.3.1. Protection des eaux d'alimentation en eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérification au moins annuelles.

##### Article 4.1.3.2. Réseau d'eau de refroidissement

Le réseau d'eau de refroidissement de l'exploitant doit être conçu et géré pour ne pas créer de risque de pollution des autres réseaux d'eaux (ou du milieu récepteur). Le débit et la température de l'eau notamment, doivent permettre le bon fonctionnement en toute sécurité des installations.

##### Article 4.1.3.3. Prélèvement d'eau en nappe par forage

Le prélèvement d'eau en nappe par forage est strictement interdit.

#### ARTICLE 4.1.4. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRÉLÈVEMENTS EN CAS DE SÉCHERESSE

Les seuils d'alerte et de crise sont définis dans l'arrêté préfectoral cadre en vigueur en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de la Seine-Maritime.

En cas d'épisode de sécheresse, l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures spécifiques visant à réduire les prélèvements d'eau. La surveillance des consommations en eaux et des rejets aqueux du site doit être renforcée dès lors que les seuils de vigilance ou d'alerte sont dépassés.

##### Article 4.1.4.1. Dépassement du seuil de vigilance

Lors du dépassement du seuil de vigilance, constaté par arrêté préfectoral, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est sensibilisé sur les économies d'eau ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichés dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ;
- l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance des rejets aqueux et des prélèvements d'eau qu'il transmet dans un délai de 15 jours à l'inspection des installations classées. Cette disposition ne s'applique pas aux paramètres qui font déjà l'objet d'un contrôle en continu ou journalier.

#### **Article 4.1.4.2. Dépassement du seuil d'alerte**

Lors du dépassement du seuil d'alerte, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation d'alerte ;
- l'arrosage des pelouses, ainsi que le lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité ;
- les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation ;
- les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production, à la maintenance ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées ;
- l'exploitant vérifie le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être ;
- l'exploitant met en œuvre le programme renforcé d'autosurveillance de ses rejets aqueux et de ses prélèvements d'eau visé à l'article 4.1.4.1 ;
- il est interdit de rejeter des effluents concentrés en vue de leur rejet sur site s'ils sont susceptibles de porter atteinte au milieu naturel. Ces effluents sont recueillis et stockés dans des conditions permettant d'éviter tout déversement accidentel, puis éliminés dans des centres de traitement extérieurs dûment autorisés ;
- l'exploitant arrête immédiatement tout rejet dont le traitement est défaillant et qui ne permet pas, a minima, de respecter les valeurs limites d'émission fixées aux articles 4.3.7 et 4.3.9 du présent arrêté ;
- l'exploitant informe immédiatement le préfet et l'inspection des installations classées de tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable ;
- l'exploitant étudie les modifications à apporter à son programme de production et de maintenance ainsi qu'à son mode de gestion de l'eau afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau de 10 % de la valeur autorisée. En cas d'impossibilité d'atteindre cette valeur pour des raisons dûment motivées (techniques ou de sécurité), une diminution moins importante peut être proposée par l'exploitant. Il transmet dans les plus brefs délais, à l'inspection des installations classées, un bilan des modifications projetées et des résultats attendus en termes de réduction des flux de rejets polluants et de consommation d'eau.

#### **Article 4.1.4.3. Dépassement du seuil d'alerte renforcée**

Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation critique ;
- l'exploitant met en œuvre les adaptations de son programme de production et de maintenance ainsi que de son mode de gestion de l'eau, visées à l'article 4.1.4.1, afin de réduire sa consommation d'eau et ses rejets en conséquence ;
- l'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant ;
- l'exploitant informe immédiatement le préfet et l'inspection des installations classées de tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable.

#### **Article 4.1.4.4. Dépassement du seuil de crise**

Lors du dépassement du seuil de crise, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation de crise ;
- l'ensemble des dispositions des articles 4.1.4.3 doit être mise en œuvre ;
- l'ensemble des consommations d'eau et des rejets doivent être limités à leur stricte minimum ;
- le préfet peut, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, en particulier si celle-ci met en jeu l'approvisionnement en eaux potables des populations, interdire tout prélèvement et tout rejet du site.

#### **Article 4.1.4.5. Levée des mesures de restrictions**

La levée des mesures spécifiques indiquées aux articles 4.1.4.1 à 4.1.4.4 est soit actée par la prise d'un arrêté préfectoral, soit rendue effective à la date de fin de validité de l'arrêté préfectoral actant le franchissement de seuil. L'exploitant établit après chaque arrêt de situation d'alerte et de crise, un bilan environnemental des effets des mesures prises en application des articles 4.1.4.1 à 4.1.4.4 du présent arrêté. Ce bilan comporte un volet quantitatif des réductions de prélèvements d'eau et il est adressé à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours.

## CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

### ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

L'exploitant est en mesure de collecter les eaux d'extinction incendie de telle sorte que ces eaux ne polluent pas le milieu récepteur (sols, eaux superficielles, eau souterraines) et ne soient pas à l'origine d'un dépassement des valeurs limites d'émission des rejets aqueux du site au titre de son exploitation.

### ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

### ARTICLE 4.2.4. NETTOYAGE DES ÉQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS

Le sol des locaux de travail et des stockages sont nettoyés aussi régulièrement que possible dans les conditions adaptées à la sécurité. Cette opération est également menée rapidement dans le cas de déversements accidentels.

Le nettoyage à sec est privilégié. En cas de nettoyage humide, sans se soustraire aux règles de sécurité, l'exploitant s'efforce de laisser détrempier les sols pour ramollir les composés à nettoyer. Les tuyaux utilisés au nettoyage sont équipés de pistolets de pulvérisation.

Sur les avaloirs de sol, l'exploitant dispose des caches (grilles) amovibles qui sont régulièrement inspectés et nettoyés.

L'exploitant suit la consommation d'eau, d'énergie et de détergent dans le cadre des nettoyages. Les produits de nettoyage et de désinfection les moins agressifs pour l'environnement sont favorisés.

### ARTICLE 4.2.5. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

#### Article 4.2.5.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

#### **Article 4.2.5.2. Isolement avec les milieux**

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

L'exploitant dispose à cet effet d'un bassin de confinement décrit à l'article 8.6.8.2 du titre 8 du présent arrêté.

La manœuvre des organes de sectionnement (vannes, interrupteur d'alimentation de pompes de relevage...) nécessaires à l'isolement des eaux d'extinction au sein de l'établissement doit être définie dans une consigne écrite ou asservie à la détection incendie de l'établissement.

### **CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

#### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales (toitures, voiries, rétentions, aires de chargement/déchargement, eaux d'incendie, etc.) (EP),
- les eaux de procédé et de lavage de l'activité d'extraction de protéines (EPR),
- les eaux de lavage des autres activités (EL),
- les eaux domestiques (ED),
- les eaux du circuit de refroidissement (ER)
- les eaux de purge de déconcentration de chaudière et d'osmoseur reliées aux eaux pluviales

#### **ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS**

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non susceptibles d'être pollués et les réseaux de collecte avant traitement des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition, etc.) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

#### **ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les vérifications et entretien effectués, les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé, sont portés sur ce registre. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations de traitement sont inspectées périodiquement et nettoyées autant que de besoin afin d'éviter notamment leur obstruction.



#### ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent à un point unique de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Point de rejet N° 1 (X : 510354.16 ; Y : 2548114.06)		
Points de rejet internes à l'établissement	N° 2 - Eaux pluviales	N° 3 - Eaux de procédé – sortie STEP	N° 4 - Eaux de refroidissement
Nature des effluents	EP	EPR	ER
Débit maximal journalier (m³/j)	-	1700	3 600
Débit maximum horaire( m³/h)	21,6	75	150
Exutoire du rejet	Milieu naturel	Milieu naturel	Milieu naturel
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbure	Traitement anaérobie Traitement aérobie Traitement tertiaire sur charbon actif	-
Milieu naturel récepteur	Rivière Arques (FRHR166)		

#### ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

##### Article 4.3.6.1. Conception

###### 4.3.6.1.1 Rejet dans le milieu naturel

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- ne pas créer de perturbation dans le milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention est passée avec le service de l'État compétent.

###### 4.3.6.1.2 Tamponnement des eaux pluviales

Les eaux pluviales sont collectées dans une cuve aérienne d'au moins 782 m³, avec alimentation par pompes de relevage et évacuation par pompes de reprise au débit de 6L/s. L'alimentation électrique des pompes est secourue par un groupe électrogène qui fait l'objet de test réguliers et enregistrés.

##### Article 4.3.6.2. Aménagement

###### 4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est installé un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Les dispositions d'autosurveillance sont précisées au titre 10 du présent arrêté.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Les rejets des eaux susceptibles d'être polluées sont aménagés de telle sorte que l'on puisse y réaliser des prélèvements asservis au débit.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

###### 4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

##### Article 4.3.6.3. Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C,

Ce type de système équipe le rejet aqueux du site n°3 (sortie STEP).

Les rejets 2, 3 et 4 sont équipés d'un dispositif de mesure de débit.

#### ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Le rejet direct ou indirect de substances dont l'action ou les réactions sont susceptibles de détruire les poissons, nuire à leur nutrition ou à leur reproduction est interdit.

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, dans les réseaux publics de collecte ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Avant rejet, et sans préjudice des objectifs de qualité du milieu récepteur et d'autres réglementations spécifiques, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)

Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

#### ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les exutoires des eaux pluviales sont équipés d'un dispositif de récupération en continu des hydrocarbures ou d'un déshuileur/débourbeur correctement dimensionné.

#### ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares dans l'exutoire du rejet considéré défini au présent titre, les valeurs limites en concentration et flux ci-après définies, mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution.

Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés à partir de méthodes de référence lorsqu'elles existent sur des échantillons représentatifs du rejet. Les prélèvements, mesures ou analyses sont effectués au plus près du point de rejet.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Les valeurs limites en flux sont considérées comme respectées si les résultats des mesures (mesures continues, discontinues, autres procédures d'évaluation des émissions) ne dépassent les valeurs prescrites au présent arrêté.

##### Point de rejet n°3 – Rejet STEP

Paramètre	Code SAND RE	Unité de concentration	Concentration moyenne journalière	Flux massique journalier (kg/j)	Seuil de flux Si le rejet dépasse en g/j :
MES	1305	mg/l	35	59,5	/
DBO5	1313	mg/l	25	42,5	/

Paramètre	Code SANDRE	Unité de concentration	Concentration moyenne journalière	Flux massique journalier (kg/j)	Seuil de flux Si le rejet dépasse en g/j :
DCO	1314	mg/l	125	212,5	/
Azote NGL	1551	mg/l	10	17	/
Phosphore	1350	mg/l	2	3,4	/
Chlorures	1337	mg/l	10000		
Indice phénol	1440	mg/l	0,3		3
Cyanures libres	1390	mg/l	0,1		1
Chrome VI et ses composés	1371	µg/l	50		1
Plomb et ses composés	1382	mg/l	0,1		5
Cuivre et ses composés	1392	mg/l	0,15		5
Chrome et ses composés	1389	mg/l	0,1		5
Nickel et ses composés	1386	mg/l	0,2		5
Zinc et ses composés	1383	mg/l	0,8		20
Manganèse et ses composés	1394	mg/l	1		10
Etain et ses composés	1380	mg/l	2		20
Fer, Aluminium et composés	7714	mg/l	5		20
AOX	1106	mg/l	1		30
Hydrocarbures totaux	7009	mg/l	5		100
Ion fluorure	7073	mg/l	15		15
Benzène	1114	µg/l	50		1

#### ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont collectées à part et évacuées vers le réseau d'assainissement public.

#### ARTICLE 4.3.11. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

#### ARTICLE 4.3.12. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

Les eaux pluviales de toitures et de voiries collectées sur les aires étanches (parking) doivent transiter par un bassin tampon et par un séparateur d'hydrocarbures ou tout autre dispositif de même efficacité avant rejet dans l'Arques. Le dimensionnement de ce dispositif doit être effectué selon les règles de l'art. Il doit être régulièrement entretenu (au moins annuellement) et les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous

##### Point de rejet n° 2 – Rejet des eaux pluviales

Paramètre	Code SANDRE	Unité de concentration	Concentration moyenne journalière
MES	1305	mg/l	35
HCT	7009	mg/l	5
DCO	1314	mg/l	125

---

## **TITRE 5 – DÉCHETS PRODUITS**

---

### **CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION**

#### **ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  1. la préparation en vue de la réutilisation ;
  2. le recyclage ;
  3. toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  4. l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'environnement. Les déchets non dangereux (bois, verre, papier, textile, plastiques...) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du Code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du Code de l'environnement. Ils sont notamment valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-124 à R. 543-136 du Code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-152 du Code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-200 du Code de l'environnement. Ils doivent être remis à des organismes agréés pour le traitement de tels déchets.

Les équipements électriques et électroniques mis au rebut ou les sous-ensembles issus de ces équipements, s'ils ne font pas l'objet de réemploi, sont envoyés dans des installations appliquant les dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 susvisé ou remis aux personnes tenues de les reprendre en application des articles R. 543-188 (producteur D3E ménagers) et R. 543-195 (producteur D3E professionnels) du Code de l'environnement susvisé ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.

Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de la manipulation de ces équipements. Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.

L'exploitant caractérise ses déchets afin de les éliminer vers les filières de traitement des déchets appropriées, dans le respect des plans relatifs aux déchets concernés, et suivant un principe de proximité.

#### **ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DÉCHETS**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit des déchets produits sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En particulier, les déchets toxiques ou polluants sont traités dans des conditions de sécurité équivalentes aux matières premières de même nature, pour tout ce qui concerne le conditionnement, la protection contre les fuites accidentelles et les mesures de sécurité inhérentes.

Chaque déchet est clairement identifié et repéré.

Le stockage des déchets pulvérulents doit répondre aux dispositions de l'article 3.1.5 du titre 3 du présent arrêté.

Toutes les égouttures et eaux de ruissellement doivent être collectées et faire l'objet d'un traitement approprié de manière à satisfaire aux valeurs limites de rejet définies à l'article 4.3.12 du titre 4 du présent arrêté.

Les transports et élimination de déchets sont organisés afin de minimiser les quantités entreposées.

#### **ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement et conformément au titre IV, livre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement en particulier ses articles R.541-42 à R.541-48. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

L'exploitant est tenu de faire une déclaration annuelle à l'administration concernant sa production de déchets (nature, quantités, destination ou origine) conformément à l'article R.541-44 du Code de l'environnement.

##### **Article 5.1.4.1. Registre – circuit de déchets**

L'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets dangereux ou non produits par son établissement.

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement.

Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du Règlement n° 1013/2006 du 14/06/06 ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la Directive n° 2008/98/CE du 19/11/08 ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins 5 ans et tenu à la disposition du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

Les copies des déclarations des entreprises de transport de déchets dangereux et les autorisations des sociétés éliminatrices de déchets sont disponibles auprès de l'exploitant.

#### **ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

#### **ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du Code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'exploitant s'assure que les transporteurs et collecteurs dont il emploie les services disposent des autorisations ou agréments nécessaires et respectent les règles de l'art en matière de transport (notamment règlement sur le transport des matières dangereuses pour les déchets dangereux), de transvasement ou de chargement.

En application du principe de proximité, l'exploitant limite le transport des déchets en distance et en volume.

#### **ARTICLE 5.1.7. EMBALLAGES INDUSTRIELS**

Les déchets d'emballages industriels sont éliminés dans les conditions prévues par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 5.1.8. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Déchets	Origine	Code déchets	Quantité annuelle (estimatif)	Filière de traitement prévue
Emballages vides	Réactifs, additifs non reçus en vrac	15 01 02 15 01 10*	11 tonnes	Retour fournisseur pour réemploi, à défaut valorisation matière R3 ou traitement externe D9
Métaux	Entretien, travaux	17 04 07	Variable selon travaux réalisés	Valorisation matière R4
Huiles usagées	Entretien de machines ou d'engins	13 02 05*	1,5 tonnes	Régénération R9
Effluents de curage de séparateurs d'hydrocarbures	Entretien du réseau d'eaux pluviales	13 05 07*	5 tonnes	Traitement externe D9
Boues d'épuration des eaux	Station d'épuration	19 02 06 19 08 12	6700 tonnes	Compostage R10
DIB	Ensemble du site (hors déchets d'emballage)	20 03 01	100 tonnes	Stockage en attente de valorisation R13 ou à défaut de possibilité de valorisation D5

---

## **TITRE 6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES**

---

### **CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 6.1.1. IDENTIFICATION DES PRODUITS**

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

#### **ARTICLE 6.1.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX**

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

- peindre ou tout au moins repérer les conduits contenant les fluides conformément à la norme française X 08.100,
- signaler de façon bien visible et indestructible les dispositifs de coupure placés sur ces conduits.

### **CHAPITRE 6.2 SUBSTANCES ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT**

#### **ARTICLE 6.2.1. SUBSTANCES INTERDITES OU RESTREINTES**

L'exploitant s'assure que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment :

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012 ;
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants ;
- qu'il respecte les restrictions inscrites aux annexes XIV et XVII du règlement REACH n°1907/2006.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

#### **ARTICLE 6.2.2. SUBSTANCES EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPANTES**

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement REACH 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 6.2.3. SUBSTANCES SOUMISES À AUTORISATION**

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement REACH 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement REACH 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement REACH n° 1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

#### **ARTICLE 6.2.4. PRODUITS BIOCIDES - SUBSTANCES CANDIDATES À SUBSTITUTION**

L'exploitant recense les produits biocides utilisés pour les besoins des procédés industriels et dont les substances actives ont été identifiées, en raison de leurs propriétés de danger, comme « candidates à la substitution », au sens du règlement n° 528/2012. Ce recensement est mis à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour les substances et produits identifiés, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection son analyse sur les possibilités de substitution de ces substances et les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

#### **ARTICLE 6.2.5. SUBSTANCES À IMPACTS SUR LA COUCHE D'OZONE (ET LE CLIMAT)**

L'exploitant informe l'inspection des installations classées s'il dispose d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur contenant des chlorofluorocarbures et hydrochlorofluorocarbures, tels que définis par le règlement n°1005/2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n°517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.



---

## TITRE 7 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

---

### CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### ARTICLE 7.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V, Titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Les mesures définies dans le cadre de la surveillance sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

#### ARTICLE 7.1.2. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur.

#### ARTICLE 7.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### ARTICLE 7.1.4. AUTRES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant s'assure que les équipements d'exploitation présentent des niveaux sonores compatibles avec les dispositions du chapitre 7.2. En particulier, les règles et aménagements suivants (ou équivalents) sont respectés :

- pose d'un écran acoustique autour des deux groupe froid de 600 kW en toiture du bâtiment protéines ;
- utilisation de groupe froid de 600 kW ayant un niveau de puissance acoustique maximum de 89 dB(A) ;
- aucune pompe de dépotage vers les cuves de produits chimiques au niveau du bâtiment protéines ne devra fonctionner en période nocturne ;
- aucun camion ne circule sur le site durant la période nocturne ;
- pose d'un silencieux en sortie de l'extracteur d'air du filtre à bande ;
- pose d'un silencieux en sortie du ventilateur de l'unité de désodorisation situé au pied du bâtiment technique de la STEP.

Concernant les façades des bâtiments, une grande attention est portée vis-à-vis des ouvertures vers l'extérieur (portes, fenêtres, ventilations naturelles, ...) afin d'éviter les fuites acoustiques qui occasionnerait une diminution importante des isolements acoustiques.

### CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Les dispositions du présent chapitre sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement.

#### ARTICLE 7.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

##### *Article 7.2.1.1. Définitions*

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continue équivalent pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (installation à l'arrêt).

#### Article 7.2.1.2. Valeurs limites d'émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus dans les zones à émergence réglementée.

Les points de mesures en ZER sont ceux de l'étude acoustique du 13 mai 2020 et repris en annexe 1 (PT1, PT2 et PT3).

#### ARTICLE 7.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, du fait de son fonctionnement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)	55 dB(A)

Les points de mesures en limite de propriété sont repris en annexe 1 (PT4, PT5, PT6, PT7, PT8). L'exploitant pourra demander à revoir le nombre de points de mesures à l'issue des 2 premières campagnes de mesure définies à l'article 12.2.4.

#### ARTICLE 7.2.3. TONALITÉ MARQUÉE

L'établissement n'émet aucune tonalité marquée.

### CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

---

## **TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **CHAPITRE 8.1 PRINCIPES DIRECTEURS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### **CHAPITRE 8.2 CARACTÉRISATION DES RISQUES**

#### **ARTICLE 8.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 du titre 6 du présent arrêté sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Les incompatibilités entre les substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et de l'article L515-32 du code de l'environnement, l'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour.

#### **ARTICLE 8.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Des équipements de protection individuelle appropriés doivent être répartis judicieusement et en nombre suffisant pour les personnels susceptibles de se trouver en contact avec des produits dangereux, en particulier près des installations de dépotage et des citernes d'acides et de soude.

#### **ARTICLE 8.2.3. ÉTUDES DE DANGERS**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans les études de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les études de dangers.

#### **ARTICLE 8.2.4. BARRIÈRES DE SÉCURITÉ**

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers la liste des barrières de sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité de l'installation et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel, tels que les vannes de gaz, coupure de l'alimentation BT, systèmes de sécurité à action manuelle (arrêts de coup de poing) doivent être implantés de manière à rester manœuvrables en cas de sinistre et / ou doivent être installés de façon redondante et judicieusement répartis.

## **ARTICLE 8.2.5.            DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR DES PROCÉDÉS**

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

## **CHAPITRE 8.3        INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS**

### **ARTICLE 8.3.1.            ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

#### **Article 8.3.1.1.            Gardiennage, vidéosurveillance et contrôle des accès**

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

En outre :

- l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie avec une clôture rigide de 2 m de hauteur minimum,
- les accès sont fermés en dehors des heures d'activité,
- le site est éclairé en permanence la nuit,
- le site dispose d'une installation de vidéosurveillance, et caméras aux entrées/sorties,
- les barrières d'accès sont commandées par badge d'accès électronique,
- du personnel est présent 24h/24, 7 jours/7 sauf quelques jours d'arrêt annuel, durant lesquels un gardiennage est mis en place.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

### **ARTICLE 8.3.2.            INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS**

#### **Article 8.3.2.1.            Accessibilité**

L'installation dispose en permanence de 2 accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces deux accès sont éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

#### **Article 8.3.2.2.            Caractéristiques minimales des voies d'accès aux engins pompiers**

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation. Elle aura les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3 m,
- rayon intérieur de giration : 11 m,
- hauteur libre : 3,50 m,
- pente inférieure à 15%,
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kilo-newton (dont 80 kilo-newton sur l'essieu avant et 80 kilo-newton sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,5 m).

### **Article 8.3.2.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site**

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

### **Article 8.3.2.4. Mise en station des échelles**

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie à l'article 8.2.2.2 des prescriptions annexées au présent arrêté.

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10%,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée,
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie,
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu (320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu pour les installations présentant des risques spécifiques nécessitant l'intervention d'importants moyens de lutte contre l'incendie : entrepôt, dépôts de liquides inflammables...), ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.

Par ailleurs, s'agissant du bâtiment protéine, un escalier de secours extérieur permet d'accéder à tous les étages via des ouvertures présentant une hauteur minimale de 1,8 mètres et une largeur minimale de 0,9 mètre.

### **Article 8.3.2.5. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins**

A partir de chaque stationnement « engins » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

## **ARTICLE 8.3.3. DÉSENFUMAGE**

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local. Ce désenfumage est assuré soit par ventilation naturelle permanente soit par des dispositifs à déclenchement automatique qui sont alors doublés de commandes manuelles. L'organe de manœuvre est commodément accessible et disposé à proximité des issues.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m<sup>2</sup> est prévue pour 250 m<sup>2</sup> de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- - système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture),
- - fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération,
- - la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige,
- - classe de température ambiante T(00),

- - classe d'exposition à la chaleur B300.

Des aménagements d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

#### **ARTICLE 8.3.4. BÂTIMENTS ET LOCAUX**

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

*Pour les locaux à risque incendie du bâtiment protéines :*

Ils présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ensemble de la structure a minima R 15 ;
- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2 s1 d0;
- les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice Broof (t3) ;
- ils sont isolés des autres locaux par une distance d'au moins 10 mètres maintenue libre en permanence et clairement identifiée ou par des parois, plafonds et planchers qui sont tous REI120;
- toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 120 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.

*Pour les autres bâtiments :*

Dans les bâtiments d'utilisation de produits susceptibles en cas d'accident de générer des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, hors silos verticaux et horizontaux et les galeries de transport de graines, toutes les parois sont de propriété REI 120. Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont de qualité EI 120 et munies d'un dispositif de fermeture automatique. La fermeture automatique des portes coupe-feu n'est pas gênée par des obstacles.

Les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection incombustible de classe A1 sur une largeur minimale de 5 mètres, de part et d'autre des parois séparatives.

Les sols des aires et locaux de stockage sont incombustibles (classe A1).

#### **ARTICLE 8.3.5. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE**

Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

En particulier, des dispositions doivent être mises en œuvre afin d'assurer la protection des installations électriques contre les surintensités. Un plan de maintenance préventive sur ces aspects est également mis en œuvre par l'exploitant.

#### **ARTICLE 8.3.6. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8.1.1 du présent titre et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 1<sup>er</sup> juillet 2015, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Les dispositions des arrêtés ministériels du 28 juillet 2003 et du 31 mars 1980 (notamment son article 2) sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.

Le matériel électrique mis en service à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1981 doit être conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

L'ensemble des installations fixes du site est relié à la terre et est conforme aux normes en vigueur.

Le zonage ATEX (atmosphère explosive), et le DRPE (document relatif à la protection contre les explosions) sont réalisés et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations sont conformes et en adéquation avec le DRPE.

La justification de l'adéquation des matériels électriques et non électriques utilisés en zone ATEX est tenu à la la disposition de l'inspection des installations classées.

Tout appareil électrique susceptible de donner des étincelles (tels que moteurs non étanches à balais, rhéostats, fusibles, coupe-circuit, etc.) doit être convenablement protégé et fréquemment nettoyé en vue de prévenir l'inflammation des poussières combustibles. Les mesures doivent être prises pour éviter toute accumulation de copeaux, de déchets de sciures ou poussières, de manière à prévenir tout danger d'incendie. Il doit être procédé, aussi fréquemment qu'il est nécessaire, à l'enlèvement des poussières qui se sont accumulées.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentiellles. Ces liaisons équipotentiellles et tresses de continuité sont vérifiées selon un protocole défini par l'exploitant.

En outre, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'unité protéines pour l'ensemble des zones ATEX identifiées :

- la justification de l'adéquation matériel (électrique et non électrique),
- la vérification des mises à la terre et des continuités électriques,
- le protocole de vérification des liaisons équipotentiellles et des tresses de continuité.

#### **ARTICLE 8.3.7. VENTILATION DES LOCAUX**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

#### **ARTICLE 8.3.8. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **ARTICLE 8.3.9. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

En outre, l'analyse du risque foudre et l'étude technique sont transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'atelier protéine.

#### **ARTICLE 8.3.10. SÉISMES**

Les installations présentant un danger important pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel en vigueur.

### **ARTICLE 8.3.11. INONDATION**

Les dispositions à prendre en cas d'inondation sont définies par l'exploitant. A ce titre une procédure spécifique concernant le suivi des niveaux d'eau et les actions à prendre en cas d'inondation est intégrée au POI.

Exceptée la cuve de méthanol, qui est enterrée, les équipements sensibles à l'immersion lors d'une crue (équipements électriques) et les produits chimiques toxiques et dangereux pour l'environnement (mention de danger H3xx et H4xx) sont implantés à +20 cm par rapport au niveau de référence +10,85 m niveau marin (NM).

Les cuves enterrées sont lestées, les réservoirs aériens ainsi que les produits et matériaux susceptibles de flotter ou de faire obstacle à l'écoulement sont arrimés.

### **ARTICLE 8.3.12. SYSTÈMES DE DÉTECTION ET EXTINCTION AUTOMATIQUES**

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 du présent titre en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection adapté au(x) risque(s) identifié(s). L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Ce système de détection automatique incendie est conforme aux référentiels en vigueur. Sont notamment concernés :

- les locaux techniques,
- les locaux de stockage : stockage palettes protéines, stockage réactifs protéines, stockage tourteau humide et gras

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. En outre, les armoires électriques des ateliers Feed+ et MID1 seront équipées de détection d'incendie, et extinction automatique par gaz inerte.

L'établissement dispose d'un système d'alarme sonore fixe, conforme aux normes en vigueur et distinct des autres signaux sonores utilisés dans l'établissement, audible de tout point du bâtiment pendant le temps nécessaire à l'évacuation avec une autonomie minimale de 5 minutes.

Le fonctionnement du dispositif d'alarme d'évacuation est assuré au moyen de commandes judicieusement réparties.

## **CHAPITRE 8.4 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 8.4.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION**

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Des rondes opérateurs sont organisées dans chaque secteur présentant des risques d'accidents ou d'incidents. Le contenu et la périodicité de ces rondes sont définis par l'exploitant en fonction des risques à prévenir. Ces rondes font l'objet d'une traçabilité tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 8.4.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes ou modes opératoires sont intégrés au système documentaire. Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

Sans préjudice des procédures prévues par le code de l'environnement et par le système de gestion de l'entreprise, les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités, tout fonctionnement en marche dégradée prévisible ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, font l'objet d'une analyse de risque préalable et sont assurées en présence d'un encadrement approprié.

La mise en service d'unités nouvelles ou modifiées est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les analyses d'incidents et la gestion du retour d'expérience associée.



Les phases de démarrage et d'arrêt font l'objet de procédures et d'enregistrements spécifiques qui listent les actions et vérifications indispensables à la sécurité de ces phases.

Le constat de tout incident, toute dérive doit entraîner une réactivité adéquate quant à la mise en sécurité, voire l'arrêt de l'unité considérée. L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires (procédures, sécurités...) pour pouvoir arrêter, en toute sécurité et même en situation d'urgence, tout ou partie des installations.

#### **ARTICLE 8.4.3. SYSTÈMES D'ALARME ET DE MISE EN SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS**

Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alerter le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

#### **ARTICLE 8.4.4. DISPOSITIF DE CONDUITE**

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Le dispositif de conduite des unités est centralisé en salle de contrôle.

Sans préjudice de la protection de personnes, les salles de contrôle des unités sont protégées contre les effets des accidents survenant dans leur environnement proche, en vue de permettre la mise en sécurité des installations.

#### **ARTICLE 8.4.5. VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES**

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

#### **ARTICLE 8.4.6. INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit de fumer, d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique (permis de feu).

#### **ARTICLE 8.4.7. PRÉVENTION DES ACCUMULATIONS DE POUSSIÈRES**

Les mesures sont prises pour éviter toute accumulation de poussières dans l'atelier où sont mélangées les poudres et ingrédients liquides de manière à prévenir tout danger d'incendie et d'explosion; en conséquence, l'atelier est balayé à la fin du travail de la journée et il est procédé, aussi fréquemment qu'il est nécessaire, à l'enlèvement des poussières qui se sont accumulées sur les charpentes, ces poussières étant susceptibles de propager un incendie.

L'emploi de l'air comprimé pour le nettoyage est interdit.

Tous ces déchets sont stockés à l'extérieur dans une benne bâchée, suffisamment éloignée pour éviter toute propagation d'un départ de feu.

#### **ARTICLE 8.4.8. FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,

- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

#### **ARTICLE 8.4.9. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

Une maintenance préventive permettant de fiabiliser les installations est mise en place sur le site. Cette dernière est assurée par des techniciens qualifiés. Les instructions et consignes disponibles pour la conduite et l'entretien ou la maintenance des matériels utilisés rassemblent :

- Les fiches de vie du matériel,
- La liste des installations et du matériel du process,
- Les plans (contenu) et programmes (périodicité) des opérations de maintenance et de surveillance,
- La liste des contrôles annuels des installations,
- Leur organisation (périodicité, spécification...),
- Les opérations de maintenance préventives et curatives,
- Les identifications du matériel non conforme.

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée (permis de travail).

Les plans de maintenance et de surveillance intègre le suivi du vieillissement des installations (corrosion, fatigue...)

En outre, les différents plans et programmes de maintenance et de surveillance sont mis à jour et réalisés avant la mise en service de l'unité protéines.

##### **Article 8.4.9.1. Contenu du permis de travail, de feu**

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une autorisation de l'établissement.

L'autorisation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

## **CHAPITRE 8.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **ARTICLE 8.5.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

En outre, la vérification de l'état des rétentions existantes et les éventuelles réparations sont effectuées avant la mise en service de l'unité protéines.

## **ARTICLE 8.5.2. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU MÉLANGES DANGEREUX RÉCUPÉRÉS EN CAS D'ACCIDENT**

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérés en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

### **Article 8.5.2.1. Consignes en cas de pollution**

L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

## **ARTICLE 8.5.3. ATELIERS**

Le sol des ateliers de la zone process doit être étanche et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage,...) puissent être drainés vers une capacité de rétention appropriée aux risques.

## **ARTICLE 8.5.4. RÉTENTIONS ET CONFINEMENT**

I. Tout stockage fixe ou mobile (cuve, container,...) contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

L'exploitant met en œuvre des actions (surveillance...) pour garantir la bonne étanchéité des cuvettes de rétention.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle peut contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas de déversement dans la cuvette de rétention ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. L'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention soient disponibles en permanence. A cet effet les eaux pluviales doivent être correctement évacuées.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des

systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

A l'échelle de l'établissement, le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, tous les éléments justificatifs permettant d'en attester (fiches de calcul du volume des rétentions...).

#### **ARTICLE 8.5.5. RÉSERVOIRS**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs de stockage sont conçus (matériaux, revêtements...) pour résister à l'action physique et chimique des produits qui y sont entreposés. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

La conception des réservoirs doit faciliter le travail de maintenance et d'inspections.

Les réservoirs (ainsi que les accessoires et supports) font l'objet de tout contrôle approprié (visites intérieures...) permettant de garantir leur bon état et leur bonne étanchéité.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Chaque réservoir avec transfert automatique doit être équipé d'un dispositif permettant à tout moment de connaître le volume du liquide contenu et d'un dispositif d'alarme de niveau haut relié à la salle de contrôle. Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice, doivent être mentionnées de façon apparente la capacité du réservoir qu'elle alimente. L'alimentation des réservoirs ou des appareils se fait au moyen de canalisations en matériaux résistant à l'action chimique du liquide.

#### **ARTICLE 8.5.6. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION**

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. Les produits récupérés en cas de déversement dans la cuvette de rétention sont rejetés dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté et des arrêtés ministériels en vigueur.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou mélanges dangereux sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques et dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

#### **ARTICLE 8.5.7. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des mélanges dangereux sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### **ARTICLE 8.5.8. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes et des véhicules transportant des capacités mobiles dont le contenu est susceptible de présenter un risque de pollution sont étanches, incombustibles et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art dans le cadre des dispositions de l'article « postes de chargement et de déchargement » du présent titre.

Des zones dédiées sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Les opérations de chargement et de déchargement doivent être confiées à du personnel averti des risques en cause et formé aux mesures de prévention à mettre en œuvre et aux méthodes d'intervention à utiliser en cas de sinistre.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

L'accès autour des réservoirs doit être rendu facile afin de pouvoir détecter les suintements, fissurations, corrosions éventuelles des parois latérales.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour qu'aucun cas, le heurt d'un véhicule puisse occasionner des dégâts sur un stockage de produits dangereux.

Les dispositions relatives aux opérations de chargement et de déchargement sont détaillées à l'article « postes de chargement et de déchargement » du présent titre.

#### **ARTICLE 8.5.9. POSTES DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT :**

##### **Article 8.5.9.1. Accueil des chauffeurs, Vérification et surveillance avant les transferts**

Avant tout dépotage, le chauffeur se présente aux bureaux ou à la salle de contrôle de l'exploitant. Pour chaque déchargement, l'exploitant procède aux vérifications nécessaires afin de contrôler l'habilitation du chauffeur avant de délivrer l'autorisation de pénétrer sur le site.

L'exploitant s'assure que la répartition des tâches et responsabilités lors des opérations de déchargement prévoit la vérification du bon positionnement des camions par une personne compétente avant tout début de transfert.

L'opérateur habilité procède alors au déchargement du camion selon le respect des règles de l'opération de déchargement. L'opérateur dispose en permanence d'un moyen de communication efficace avec la salle de contrôle.

Le dépotage se fait selon des consignes formalisées, sur une aire dédiée, matérialisée au sol et bénéficiant d'un éclairage permettant notamment les manœuvres du camion.

Les consignes sont rappelées sur chaque fiche de chargement / déchargement d'une citerne en possession de l'opérateur et précisent notamment la nécessité de :

- l'arrêt du moteur du camion,
- la vérification de la disponibilité d'un volume suffisant dans la cuve avant le dépotage,
- la surveillance pendant le dépotage,
- ainsi que la conduite à tenir en cas de déversement au sol et de nécessité d'arrêt d'urgence du dépotage.

Avant d'entreprendre les opérations de déchargement, sont vérifiés par le personnel de l'exploitant :

- la nature et les quantités des produits à charger ou à décharger ;
- la disponibilité de la capacité du bac de stockage (le creux nécessaire dans le bac receveur avant le début du dépotage),
- la compatibilité des équipements de déchargement, celle de la capacité réceptrice, celle de son contenu,
- l'arrêt moteur du véhicule.

L'exploitant met en œuvre une présence opératoire au poste de déchargement lors d'un contrôle de la connexion et pendant la déconnexion des équipements.

Les postes de dépotage sont équipés d'une vanne entre la pompe de vidange et le flexible.

Les chauffeurs se présentent à l'entrée de l'unité de l'exploitant et font l'objet des contrôles suivants :

- vérification des éléments obligatoires au titre de l'ADR (documentation TMD, extincteurs, étiquettes...) ;
- vérification de l'habilitation de l'ensemble routier (réglementation ADR) ;
- vérification de l'habilitation du chauffeur au poste de déchargement ;
- vérification que le chauffeur porte les équipements de protection individuelle requis de l'unité ;
- vérification de l'autorisation de déchargement (badge ou autre disposition).

### **Consignes, habilitation, et barrières de sécurité**

Les opérations de déchargement sont confiées exclusivement à des opérateurs formés et habilités à cet effet, averti des risques en cause et formés aux mesures de prévention à mettre en œuvre et aux méthodes d'intervention à utiliser en cas de sinistre. Ces derniers sont habilités (vis-à-vis de l'ADR et par SAIPOL) et informés des produits incompatibles avec le produit transporté.

Le chauffeur ainsi qu'un opérateur chargé des opérations de déchargement dûment formé sont présents en permanence lors des opérations de transferts dans le cas d'un chauffeur non habilité. L'opérateur responsable du déchargement s'assure régulièrement de la quantité de produit introduite dans le bac de stockage durant la phase de déchargement.

Les opérations s'effectuent selon des consignes et/ou procédures écrites relatives au mode opératoire (qui liste les différentes opérations à effectuer) et aux mesures d'urgence.

Sur détection de niveau haut dans le bac de stockage de réception, le transfert de la citerne vers le bac de stockage s'arrête automatiquement et l'installation de dépotage se met en sécurité.

### **Pour le cas particulier du chargement/dépotage de produits inflammables ou explosibles en vrac :**

- une liaison équipotentielle de l'ensemble des équipements (à la terre) est mise en place avant dépotage,
- la nécessité de mise à la terre est inscrite dans les consignes,
- Les mesures préventives suivantes, préalables au chargement/ déchargement, doivent être mises en œuvre :
  - une continuité électrique des tuyauteries et équipements de transfert des produits diélectriques (conductivité inférieure à 50 pS/m) susceptibles de générer des accumulations de charges (flexibles, brides, pompes...) doit être assurée,
  - chaque citerne-routière de liquides inflammables doit être reliée à la terre avant dépotage avec asservissement sur l'arrêt des pompes de dépotage en cas de mauvaise continuité électrique dans la boucle.
- Pour limiter les risques de présence de point d'ignition, l'ensemble des équipements liés au poste de déchargement est :
  - protégé contre la foudre en conformité avec l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié,
  - protégé contre les phénomènes d'électricité statique. En particulier, ceci nécessite une mise à la terre correcte et l'existence d'une continuité électrique.

### **Article 8.5.9.2. Vérification et surveillance pendant les transferts**

Pendant les opérations de chargement/déchargement des citernes routières les zones de dépotage sont correctement signalées et balisées.

Les opérations de chargement et de déchargement font l'objet d'une consigne particulière, spécifique au produit, et qui comprend entre autres les points suivants :

- la nature du produit contenu dans la citerne routière est vérifiée,
- la cuve de réception ne contient pas de produit incompatible avec le produit à décharger,
- le volume disponible dans la cuve de réception est vérifié,

- la zone de déchargement est balisée,
- la citerne routière est si nécessaire mise à la terre avant le début du déchargement,
- le nom de l'opérateur désigné et formé aux opérations de chargement/déchargement,

Avant chaque connexion l'opérateur contrôle l'état du flexible. L'exploitant dispose en permanence d'un stock de joints et flexibles sur son site.

Les prises de raccord des flexibles de déchargement sur l'installation fixe de transfert vers les cuves doivent être clairement identifiées (nature du produit, cuve de destination).

Cette consigne est en adéquation avec les moyens d'intervention de l'exploitant et le délai de leur mise en œuvre.

Les zones de chargement/déchargement doivent être munies de dispositifs d'arrêt situés à proximité de celles-ci, permettant l'arrêt des transferts.

Aucun déchargement n'est autorisé pendant une opération de grutage en cours au-dessus de la zone.

Un délai est respecté entre la connexion de la mise à la terre et le démarrage effectif du remplissage, afin d'assurer l'écoulement des charges statiques accumulées pendant le transport.

#### **Article 8.5.9.3.      *Vérification et surveillance après les transferts***

En fin de déchargement, une vidange maximale du bras est effectuée en respectant les consignes opératoires établies sous la responsabilité de l'exploitant.

#### **Article 8.5.9.4.      *Prévention des pollutions***

Les aires de chargement et déchargement des camions sont étanches aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides, incombustible et munie d'une rétention de manière à recueillir tout déversement accidentel. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport en attente de déchargement.

Les produits récupérés en cas de déversement ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux arrêtés réglementant le site ou doivent être éliminés comme des déchets.

La zone de chargement/déchargement est sécurisée et interdite à tout mouvement de véhicule, à l'exception de la mise en place ou la sortie du véhicule objet d'un chargement/déchargement.

Le stationnement de véhicules est interdit sur les zones de dépotage à l'exception des stationnements réalisés dans le cadre des opérations de maintenance.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans causer de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les consignes et modes opératoires de déchargement doivent permettre de s'affranchir de toute pollution dans les bacs, suite à l'introduction de matières contaminatrices contenues dans les citernes ou les flexibles de transfert.

La zone d'attente des camions avant déchargement (en amont des postes de dépotage) est implantée et gérée de façon à ce que les citernes chargées ne puissent être impactées par des heurts de véhicules.

### **ARTICLE 8.5.10.      TUYAUTERIES**

Les tuyauteries de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Elles ainsi que leurs supports doivent être convenablement entretenus et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Leur cheminement doit être consigné sur un plan tenu à jour et elles doivent être repérées in situ conformément aux règles en vigueur.

Les tuyauteries doivent être exploitées de manière à éviter tout risque de pollution accidentelle et installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Toutes les dispositions sont prises pour préserver l'intégrité des canalisations vis-à-vis des chocs et contraintes mécaniques diverses. En particulier, elles sont implantées de manière à ne pas être exposées à des heurts dus à la circulation interne et

externe de véhicules. Les tuyauteries cheminant au-dessus des voies de circulation sont clairement signalées par des gabarits.

Les racks supportant les tuyauteries sont maintenus en bon état.

Lorsqu'une tuyauterie est équipée de vannes de sectionnement automatiques intervenant dans la mise en œuvre d'une mesure de maîtrise des risques, le temps de fermeture de ces vannes est compatible avec la cinétique de mise en œuvre de la sécurité définie dans l'étude de dangers afférente.

#### **ARTICLE 8.5.11. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU MÉLANGES DANGEREUX RÉCUPÉRÉS EN CAS D'ACCIDENT**

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérés en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

### **CHAPITRE 8.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### **ARTICLE 8.6.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS**

L'établissement met en œuvre des moyens d'intervention conformes aux études de dangers. L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. Le POI contient la liste et un plan des moyens d'intervention nécessaires.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan Établissements Répertoriés l'exploitant en liaison avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours. L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Ces points de repli sont répartis sur le site de façon à limiter les déplacements en cas d'émission de nuage toxique. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans les études des dangers et des différentes conditions météorologiques.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

#### **ARTICLE 8.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels (vérification a minima annuelle).

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 8.6.3. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle (par exemple des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques...), adaptés aux risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance,
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Chaque équipement de sécurité doit faire l'objet de contrôles périodiques consignés sur un registre prévu à cet effet.

#### **ARTICLE 8.6.4. MOYENS GÉNÉRAUX D'INTERVENTION**

Le POI contient la liste des moyens d'intervention nécessaires.



Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

#### ARTICLE 8.6.5. RESSOURCES EN EAU ET EN MOUSSE

Un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel est alimenté par l'eau de ville. Ce réseau comprend au moins :

- plusieurs prises d'eau (au moins cinq poteaux) munies de raccords normalisés (100 mm) et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours assurant un débit cumulé sur 4 poteaux en simultanés de 300 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar. Ces poteaux sont situés à moins de 100 m de l'une des entrées principales des locaux par des chemins praticables. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau et du débit cumulé sur 4 poteaux est testé avant la mise en service de l'unité protéines et a minima tous les 3 ans ;
- de robinets d'incendie armés ;
- de colonnes sèches.

Le réseau comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

Le site est également équipé :

- en complément des poteaux incendie et en cas de défaillance du réseau, les 2 cuves d'eau de process 08V01 et 08V02 sont munies de raccords pompier. L'exploitant s'assure en permanence d'un volume présent de 180 m³ réparti sur les 2 cuves
- d'un réseau sprinkleur pour les ateliers Feed+ et MID1 alimenté par une motopompe de 179 m³/h reliée à 2 cuves de 270 m³ ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- de réserves en émulseur adaptés à la nature et aux quantités produits présents sur le site,
- de réserves de sable meuble et sec ou d'absorbants convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles,

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à l'utilisation des extincteurs et des RIA.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.

Un portillon d'accès (1m60 de large) permettant l'accès au poteau incendie ville au niveau de la clôture de la station d'épuration côté rue Bonne Nouvelle avant la mise en service de l'atelier protéines.

#### ARTICLE 8.6.6. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

#### ARTICLE 8.6.7. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

#### **Article 8.6.7.1. Système d'alerte interne**

Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

#### **Article 8.6.7.2. Plan d'opération interne**

L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans les études des dangers.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du Plan Particulier d'Intervention par le préfet. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et au PPI en application de l'article 1<sup>er</sup> du décret 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R. 512-29 du code de l'environnement.

Le P.O.I. est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Les procédures d'intervention intégrées au POI comportent notamment :

- le plan des installations avec indication des phénomènes dangereux susceptibles d'apparaître, des mesures de protection, des moyens de lutte contre l'incendie et des dispositifs destinés à faciliter l'intervention du SDIS,
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre,
- les stratégies de lutte contre la pollution,
- la procédure en cas d'auto-échauffement du tourteau,
- la procédure en cas d'inondation,
- la procédure en cas de fuite de biogaz,
- les procédures d'arrêt d'urgence.

Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site. Au moins un exercice est programmé chaque année. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :
  - l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
  - la formation du personnel intervenant,
  - l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

En outre, une mise à jour du POI est transmise au SDIS et à l'inspection des installations classées **avant la mise en service de l'atelier protéines.**

## **ARTICLE 8.6.8. PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS**

### **Article 8.6.8.1. Dossier de lutte contre la pollution des eaux**

L'exploitant constitue à ce titre une procédure intégrée au POI "LUTTE CONTRE LA POLLUTION ACCIDENTELLE DES EAUX" qui permet de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- La toxicité et les effets des produits rejetés qui en raison de leurs caractéristiques et des quantités mises en œuvre peuvent porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct,
- Leur évolution et les conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- La définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- Les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- Les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- Les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.
- L'ensemble de ces documents est régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

### **Article 8.6.8.2. Cuve de rétention des eaux incendies**

Les eaux d'extinction incendie sont collectées dans une cuve aérienne d'au moins 1000 m<sup>3</sup>, avec alimentation par pompes de relevage. L'alimentation électrique des pompes est secourue par un groupe électrogène qui fait l'objet de tests réguliers et enregistrés.

En cas d'incendie, la pompe de refoulement est automatiquement arrêtée et le réseau d'eaux pluviales de voirie est obturée par une vanne actionnée par le système de sécurité incendie. L'asservissement fait l'objet de tests réguliers définis et enregistrés par l'exploitant. Cette vanne ou une autre vanne peut également être actionnée à distance.

## TITRE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'UTILISATION DES SILOS ET MAGASINS

### CHAPITRE 9.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### ARTICLE 9.1.1. INSTALLATIONS VISÉES

Les installations visées par le présent titre sont :

- une fosse de déchargement des graines ;
- 6 silos verticaux béton de stockage des graines (n°1 à 6) ;
- 4 silos verticaux métalliques de stockage des graines (n° 9 à 12) ;
- 1 silo plat de stockage de tourteau humide (magasin 3) ;
- 1 silo plat de stockage de tourteau gras (magasin 4) ;
- 3 silos de stockage tampon du tourteau non broyé et broyé destiné à alimenter le bâtiment protéines ;

#### ARTICLE 9.1.2. APPLICATION DES ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

Les prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 non contraires aux prescriptions du présent titre sont applicables. En cas de prescriptions contraires, ce sont les prescriptions les plus protectrices qui s'appliquent.

#### ARTICLE 9.1.3. ÉLOIGNEMENT DES LOCAUX ADMINISTRATIFS

Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention.

Cette distance d'éloignement est d'au moins 10 mètres pour les magasins plats et 25 mètres pour les silos verticaux.

#### ARTICLE 9.1.4. ACCÈS AUX INSTALLATIONS

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.). Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

#### ARTICLE 9.1.5. AIRES DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT

Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.

Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.

Les aires de chargement et de déchargement sont suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive.

Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.

Un système d'aspiration de poussière est mis en place dans la zone de déchargement des graines avant la mise en service de l'atelier protéines. Les équipements de manutention sont asservis au fonctionnement de l'aspiration.

### CHAPITRE 9.2 PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

#### ARTICLE 9.2.1. PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Les matériels et installations électriques présents dans les locaux à risque d'incendie doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux installations électriques en vigueur.

Les sondes de niveau des silos béton sont adaptées aux cellules et présentent un indice de protection IP 65 et sont de classe EX II.

Les moteurs des équipements des zones présentant une atmosphère explosible disposent d'un indice de protection IP65-66 et la température de surface de ces moteurs est inférieure à 125°C.

Les silos et les magasins sont efficacement protégés contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Aucun moteur n'est présent dans l'enceinte des cellules béton.

Les silos et magasins ne doivent pas disposer de relais, d'antennes d'émission ou de réception collectives sur ses toits.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible,
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

Les équipements relatifs aux vis de reprise sont mis à la terre. Des vérifications des tresses de branchements sont régulièrement réalisées et après chaque maintenance. Ces vérifications font l'objet d'une traçabilité définie par l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent comportant les pièces suivantes :

- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives,
- une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre,
- les conclusions de l'organisme compétent sur la conformité des installations et matériels électriques et des mesures techniques contre le risque d'incendie et d'explosion.

Un rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées **avant la mise en service de l'unité protéines**.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Les choueurs utilisés dans les magasins de tourteaux sont adaptés à l'emploi en atmosphère explosible.

Les élévateurs silos sont protégés par une colonne humide et un par déluge manuel en tête d'élévateurs. Le tambour de tête de chacun des 2 élévateurs Te 003 et Te 004 est équipé d'une sonde de température qui déclenche une alarme remontée en supervision et stoppant l'alimentation.

#### ARTICLE 9.2.2. DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ DES APPAREILS DE MANUTENTION

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Fonction	Équipements	Mesures de prévention DéTECTEURS de dysfonctionnement
<b>Silos béton</b>		
Alimentation et transfert des produits	Élévateurs Te 003 et Te 004 à Transporteurs chaîne Tc 008	<ul style="list-style-type: none"> <li>- sangles anti-statique (NF EN 20284) et anti-propagation de flammes (NF EN 20340)</li> <li>- contrôleurs de rotation</li> <li>- capteurs de déport de sangles</li> <li>- contrôleurs de bourrage</li> </ul>
Alimentation des silos béton	Bande transporteuse Tt 002	<ul style="list-style-type: none"> <li>- sangles anti-statique (NF EN 20284) et anti-propagation de flammes (NF EN 20340)</li> <li>- contrôleurs de rotation</li> <li>- capteurs de déport de sangles</li> </ul>
Reprises des silos béton	Bandes transporteuses Tt 001	<ul style="list-style-type: none"> <li>- sangles anti-statique (NF EN 20284) et anti-propagation de flammes (NF EN 20340)</li> <li>- contrôleurs de rotation</li> <li>- capteurs de déport de sangles</li> </ul>
<b>Silos béton, cellules métalliques</b>		
Transfert vers la production	Transporteur à câble Tb 001	<ul style="list-style-type: none"> <li>- contrôleurs de rotation</li> <li>- capteurs de déport de sangles</li> </ul>
<b>Silos métalliques</b>		
Alimentation, distribution, reprise des produits	Les transporteurs Tc 001, Tc 002, Tc 003, Tc 004 et Tc 005	<ul style="list-style-type: none"> <li>- contrôleurs de rotation</li> <li>- capteurs de déport de sangles</li> <li>- contrôleurs de bourrage</li> </ul>

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ces programmes sont consignés dans un registre tenu et adéquat.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes métalliques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont formalisés sur tout document approprié.

La bande transporteuse Tt 001 fait l'objet d'une procédure de maintenance particulière prévoyant des mesures de température par infra-rouge ; une fiche de contrôle de routine est affecté à chaque appareil.

#### ARTICLE 9.2.3. PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE – NETTOYAGE DES INSTALLATIONS

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de poussières.

Tous les silos et magasins ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

Ces nettoyages font l'objet d'une procédure et d'enregistrements tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. En particulier, les locaux électriques (centralisation des alarmes,...) font l'objet de nettoyages dûment adaptés.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Des repères peints au sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.

#### ARTICLE 9.2.4. SYSTÈME D'ASPIRATION

Le nettoyage est réalisé à l'aide de systèmes d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Afin de lutter contre les risques d'explosion du système d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises conformément à l'étude de dangers :

- toutes les parties métalliques du ou des filtres sont reliées à la terre ;
- toutes les parties isolantes (flexibles, manches,...) sont suffisamment conductrices afin de supprimer les risques de décharges électrostatiques.

En cas de changement du dispositif, celui-ci devra présenter a minima les caractéristiques citées précédemment.

Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration).

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation du balai ou de l'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

#### ARTICLE 9.2.5. PRÉVENTION DES RISQUES D'AUTO-ÉCHAUFFEMENT

L'exploitant doit s'assurer que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité, température...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

Les matières premières entrantes sur le site sont des graines de colza ou de tournesol nettoyées. L'humidité de ces matières premières est contrôlée à l'entrée du site et doit être inférieure à 9 %.

L'exploitant doit être en mesure de réaliser une mesure du taux d'humidité et de la température des graines en cas d'augmentation de la durée de séjour des graines de colza ou de tournesol au sein des silos provoquée par l'arrêt non programmé des installations de trituration ou toute autre cause.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Des rondes sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant mesure la température et le degré d'humidité des tas de tourteaux selon une fréquence qu'il définit en fonction du temps de séjour de chacun des tas.

Des sondes thermométriques sont mises en place au niveau des silos béton et cellules métalliques avant la mise en service de l'atelier protéines.

Un suivi en continu de la température des tourteaux gras stockés dans le magasin 4 ainsi qu'une détection incendie avant la mise en service de l'atelier protéines. Des dispositions particulières sont respectées :

- temps de stockage maximum de 8 jours,
- découpage du magasin 4 en cases pour fractionner le risque et faciliter une intervention en cas d'auto-échauffement,
- application de la règle FIFO (First In First Out)

Des fiches réflexes précisent :

- la surveillance des mesures de températures dans les tas de tourteau gras,
- les dispositions à prendre en cas d'auto-échauffement,
- les dispositions à prendre en cas d'impossibilité de sortir le stock au bout de 8 jours

Le temps de stockage du tourteau humide dans le magasin 3 est limité à 4 jours. L'exploitant met en œuvre une procédure permettant de s'assurer du respect de ce temps maximum de stockage. Une détection incendie est également mise en œuvre avant la mise en service de l'atelier protéines.

S'agissant des 3 silos de stockage tampon, le temps de séjour est limité à 4 jours et des procédures sont rédigées :

- en cas d'un arrêt non planifié du process extraction protéines afin de mettre en place une surveillance spécifique et de procéder à la vidange des silos si besoin,
- en cas d'arrêt planifié du process extraction protéines afin que les silos soient vides.

Une procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement est rédigée, explicitée aux intervenants potentiels de l'entreprise, dûment diffusée et disponible aisément. Elle précise les dispositions à prendre par catégorie de stockage (cellules béton, cellules métalliques, magasin à tourteaux 3 et 4, silos tampon). Cette procédure est intégrée au POI.

Pour les capacités de stockage de graines et de tourteaux, l'exploitant s'assure que les volumes de produits stockés sont inférieurs aux tailles critiques associées à ces capacités de stockage.

#### ARTICLE 9.2.6. VIEILLISSEMENT DES STRUCTURES

L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos et magasins. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé annuellement et à chaque fois que nécessaire. Il fait l'objet de rapport intégrant un suivi photographique des points de contrôle.

Un rapport est transmis à l'inspection des installations classées **avant la mise en service de l'atelier protéines.**

L'état des parois des cellules métalliques fait l'objet de contrôles supplémentaires et intégrés dans les procédures d'exploitation et de maintenance, afin de contrôler l'absence de « pansements humides, nuisant au maintien de la santé du métal » par l'accumulation de produits, poussières ou autres matières dans les coins et recoins des cellules.

Les parois périphériques aux deux magasins 3 et 4 et l'ensemble des toitures de ceux-ci font l'objet de contrôle supplémentaires, selon une fréquence définie par l'exploitant, portant notamment sur les aspects de l'étanchéité, la solidité, le caractère soufflable / éventable, etc. Ces contrôles sont tracés et font l'objet d'enregistrements tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### CHAPITRE 9.3 MESURES DE PROTECTION

#### ARTICLE 9.3.1. MESURES DE PROTECTION CONTRE UNE EXPLOSION

##### ***Article 9.3.1.1. Événements et surfaces soufflables***

Les volumes des bâtiments et les sous ensembles exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis de dispositifs d'événements dument dimensionnés permettant de limiter les effets de ce phénomène dangereux.

La surface d'événements ou matériaux soufflables est à minima :

Localisation		Nature des surfaces soufflables	Dimension minimales des surfaces soufflables	P <sub>rup</sub> maximale (en mbar)
Silo béton	Cellule du silo béton 1 à 6	Panneaux sandwichs PCV / galva boulonnés et sur charnière	10 m <sup>2</sup>	40
	Tour de manutention	Vitrage	Vitres : 6 x (1,2 m x 1,7 m)	20
	Local tête d'élévateur	Béton	Couverture en voile béton d'épaisseur de 12 cm	80
		Vitrage	Vitres : - 1 x (1,6 m x 1,0 m) - 1 x (1,2 m x 2,0 m)	20
	Galerie sur cellules	Bandes plastiques	Bandes plastiques : - Nord : 12 x (1,15 m x 1,6 m) - Sud : 10 x (1,15 m x 1,6 m)	20
		Vitrage	Vitrage : 2 x (0,8 m x 0,8 m)	20
	Galerie sous cellule	Vitrage	Vitres : - 5 x (3,6 m x 3,2 m) - 1 x (5,3 m x 3,2 m)	20
Silo métallique	Cellule métallique n°s 9 à 12	Panneaux spécifique de toiture soufflables	Toit éventable : 2/3 de la surface totale soit 40 m <sup>2</sup>	250

Ces dispositifs sont conformes aux descriptions et préconisations de l'étude de dangers du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de la pérennité de leurs efficacités.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel.

#### Article 9.3.1.2. Découplage

Un dispositif matériel fixe doit obturer la partie supérieure des capacités dites « As de carreau ».

Les orifices supérieurs d'alimentation des cellules bétons doivent être fermés pour éviter la propagation d'une explosion de la galerie sur cellules aux cellules. Un seul orifice ne peut être ouvert à la fois lors des remplissages des cellules. Cette disposition doit être strictement reprise dans les consignes d'exploitation.

L'exploitant met en œuvre des dispositifs (portes, cloisons, trappes...) de découplages judicieusement implantés et dûment conçus (résistance à la surpression accidentelle maximale, fixations,...) permettant d'interdire la survenue d'une explosion secondaire dans une installation adjacente à une installation où a eu lieu une explosion primaire.

A cet effet, le sens d'ouverture de la porte n°3 du découplage haut du silo béton est modifié **avant la mise en service de l'atelier protéines** de façon à ce qu'une pression interne en provenance des galeries vienne appuyer la porte sur la paroi de découplage.

Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible. En dehors de tout passage, les ouvertures sont maintenues fermées (système mécanique, autre). Les consignes d'exploitation reprennent cette obligation.

#### ARTICLE 9.3.2. INERTAGE DES CELLULES BÉTON FERMÉES

Les cellules de stockage des silos béton fermées numéros 1 à 6 sont conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie.

L'exploitant doit pouvoir disposer de gaz inerte dans des délais compatibles avec une intervention en cas d'incendie dans une cellule béton fermée du site.

Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place.

Sont également mentionnées dans cette procédure :

- les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules),



- le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte,
- les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. Celles-ci doivent être disponibles à tout moment, sur le site ou au siège social de l'entreprise, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.

L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence.

## **TITRE 10 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'UNITÉ DE MÉTHANISATION**

### **CHAPITRE 10.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 10.1.1. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS**

L'activité d'extraction de protéines à l'eau est à l'origine d'eaux résiduelles.

Ces eaux résiduelles correspondent :

- aux eaux issues des procédés de fabrication,
- aux eaux issues des nettoyages des installations et des locaux.

Une station d'épuration des eaux résiduelles est mise en place, afin d'assurer l'épuration des eaux avant rejet au milieu naturel (l'Arques).

La 1<sup>ère</sup> étape de la STEP est le traitement anaérobie, assurant le principal abattement de la pollution organique, en transformant cette pollution organique en biogaz.

L'unité de méthanisation contient :

- une cuve tampon de 2000 m<sup>3</sup> (Perméat)
- une cuve tampon des eaux de nettoyages de l'atelier protéines de 140 m<sup>3</sup> (CIP) reliée à la cuve tampon Perméat
- une tour de conditionnement
- un méthaniseur de 762 m<sup>2</sup>
- une ligne de traitement d'épuration du biogaz comprenant :
  - une unité de désulfuration Sulfothane, avec une colonne d'épuration, un bioréacteur, un réservoir de décantation des boues
  - une unité de purification du biogaz réalisant:
    - le séchage du biogaz(1 échangeur de chaleur,1 réservoir de condensats, 1 unité de refroidissement,1 ventilateur)
    - le lavage du biogaz pour éliminer l'H<sub>2</sub>S et les COV(Filtre à charbon)
    - la compression du biogaz(Compresseur à vis rotatif)
    - la purification du biogaz grâce à des membranes
- un gazomètre
- une torchère
- un poste d'injection dans le réseau de gaz naturel

Les eaux à traiter sont conditionnées et pompées vers le méthaniseur.

Le biogaz produit est envoyé vers la ligne de traitement du biogaz grâce au séparateur triphasé situé en partie haute du méthaniseur. La ligne de traitement du biogaz vise à éliminer les impuretés et notamment le CO<sub>2</sub>, le H<sub>2</sub>S et les traces de COV avant réinjection dans le réseau. Pour des raisons de sécurité, une torchère est installée pour éviter tout risque d'émissions directes de gaz dans l'atmosphère.

### **CHAPITRE 10.2 CONCEPTION**

#### **ARTICLE 10.2.1. CONCEPTION DE L'INSTALLATION**

L'installation est conçue dans l'objectif d'une optimisation de la méthanisation, de la qualité du biogaz et de la maîtrise des émissions dans l'environnement. Il s'agit de la méthanisation des eaux résiduelles et valorisation du biogaz par épuration en biométhane et injection dans le réseau de distribution de gaz naturel.

La conception et l'exploitation de l'unité de méthanisation veille à la robustesse des installations par rapport aux phénomènes météorologiques et climatiques (gel, fortes chaleurs, foudre, vent, fortes précipitations/inondation)

La conception et l'exploitation de l'unité de méthanisation s'appuie notamment sur le recueil de bonnes pratiques éditées dans le rapport de l'INERIS de février 2018.

#### **ARTICLE 10.2.2. CAPACITÉ DE L'INSTALLATION**

L'installation de méthanisation traite uniquement les eaux résiduelles issues du site. Il s'agit des perméats et les eaux de nettoyage de l'atelier protéines stockées dans 2 cuves tampons.

La capacité de traitement est de 62 m<sup>3</sup>/h soit 1488 m<sup>3</sup>/j.

La production de biogaz est de 176 Nm<sup>3</sup>/h

Des débitmètres sont installés sur les canalisations de perméats et d'eaux de nettoyage ainsi que sur la canalisation

### **ARTICLE 10.2.3. PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION**

L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et d'explosion et à limiter toute éventuelle propagation d'un sinistre.

Une distance d'éloignement de 3 m minimum est définie entre les équipements de production ou de stockage du biogaz et tout stockage de produits combustibles et une distance de 13 m est définie entre le méthaniseur et le stockage de méthanol.

En cas de sinistre, les engins de secours doivent pouvoir intervenir rapidement et sous au moins deux angles différents.

### **ARTICLE 10.2.4. TORCHÈRE DE SÉCURITÉ**

L'installation dispose d'une torchère de sécurité permettant la destruction de biogaz en cas d'impossibilité temporaire d'injection dans le réseau de distribution de gaz naturel. Cette torchère est munie d'un arrête-flammes conforme à la norme NF EN ISO 16852.

### **ARTICLE 10.2.5. COMPTAGE DU BIOGAZ**

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié au moins une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 10.2.6. RÉCEPTION DES EAUX RÉSIDUAIRES**

Les eaux, une fois filtrées transitent par un bassin tampon de 2000 m<sup>3</sup> puis par un réservoir de conditionnement avant d'être envoyées vers le réacteur

Des débitmètres sont installés sur les 2 canalisations d'alimentation du bassin tampon et entre le réservoir de conditionnement et le méthaniseur

## **CHAPITRE 10.3 CONDITIONS D'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 10.3.1. FORMATION**

Avant le premier démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est délivrée à toute personne nouvellement embauchée. Elle est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut être adapté pour prendre en compte notamment le retour d'expérience de l'exploitation des installations et ses éventuelles modifications.

À l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

### **ARTICLE 10.3.2. RISQUE DE FUITE DE BIOGAZ**

Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant au moins sur la détection de CH<sub>4</sub> et de H<sub>2</sub>S avant toute intervention. Les conditions d'intervention et les mesures prises pour minimiser la gêne vis-à-vis des populations avoisinantes sont décrites dans l'étude d'impact et font l'objet de consignes spécifiques.

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le local membrane de purification du biogaz et de désulfuration ainsi que le local électrique sont équipés d'un détecteur CH<sub>4</sub> avec alarme sonore et visuelle.

### **ARTICLE 10.3.3. SURVEILLANCE DU PROCÉDÉ DE MÉTHANISATION**

Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Elles sont notamment équipées de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz.

Des prélèvements et analyses d'eau en entrée et en sortie de méthanisation sont réalisés.

L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.

### **ARTICLE 10.3.4. PHASE DE DÉMARRAGE DES INSTALLATIONS**

L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.

Avant le premier démarrage de l'unité de méthanisation, l'exploitant informe le préfet et l'inspection des installations classées de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par le titre.

### **ARTICLE 10.3.5. PRÉCAUTIONS LORS DU DÉMARRAGE**

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en oeuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

### **ARTICLE 10.3.6. INDISPONIBILITÉS**

Le bassin tampon permet de faire face à une indisponibilité momentanée de l'installation (quelques heures de production). Au delà, les eaux résiduaires sont transférées par citernes routières vers une filière de traitement externe.

L'exploitant identifie les exutoires potentiels et met en place l'organisation nécessaire à l'évacuation rapide des effluents. En cas d'impossibilité, l'atelier protéines est mis à l'arrêt.

## **CHAPITRE 10.4 PRÉVENTION DES RISQUES**

### **ARTICLE 10.4.1. ABSENCE DE LOCAUX OCCUPÉS DANS LES ZONES À RISQUES**

Les planchers supérieurs des bâtiments abritant les installations de méthanisation et, le cas échéant, d'épuration, de compression, de combustion ou de stockage du biogaz ne peuvent pas accueillir de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques nécessaires au fonctionnement de l'installation.

### **ARTICLE 10.4.2. REPÉRAGE DES CANALISATIONS**

Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées (« norme NF X 08 100 ») ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan établi et tenu à jour.

### **ARTICLE 10.4.3. CANALISATIONS, DISPOSITIFS D'ANCRAGE**

Les canalisations en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion.

Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.

Les canalisations sont enterrées. Les entrées et sorties de canalisations enterrées sont protégées par des dispositifs physiques interdisant les heurts par des engins.

### **ARTICLE 10.4.4. RACCORDS DES TUYAUTERIES BIOGAZ**

Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local.

### **ARTICLE 10.4.5. TRAITEMENT DU BIOGAZ**

Le biogaz fait l'objet de plusieurs étapes de traitement :

- colonne d'absorption de l'H<sub>2</sub>S,
- traitement de l'eau de lavage chargée dans le méthaniseur : les boues de soufre séparées sont éliminées ou réutilisées

- séchage permettant l'élimination de NH<sub>3</sub> et une partie de l'H<sub>2</sub>S,
- filtration sur charbon actif pour éliminer l'H<sub>2</sub>S et les COV
- compression
- purification sur membrane pour séparer le biométhane du CO<sub>2</sub>

La conception de l'unité de traitement est conçue pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive avec les sécurités permettant de prévenir ce risque.

Le ciel gazeux du bioréacteur (sulfothane) est relié à l'unité de désodorisation du bassin tampon.

#### **ARTICLE 10.4.6. INJECTION DU BIOGAZ DANS LE RÉSEAU**

L'injection du biogaz est effectuée au niveau d'un poste extérieur géré par GRDF

La ligne d'injection du biogaz dans le réseau de gaz naturel comprend :

- une vanne et un clapet de sécurité
- une vanne de régulation
- un analyseur de qualité gaz et odorisation
- un mélangeur statique
- un dispositif de comptage
- un clapet anti-retour
- un organe de coupure:un robinet d'isolement accessible en permanence

#### **ARTICLE 10.4.7. ZONAGE ATEX**

L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées, ces zones sont équipées de détecteurs de méthane ou d'alarmes.

Le conteneur d'épuration du biogaz est équipé de capteur de méthane :

- à 20 % de la LIE, une alarme est remontée en supervision et enclenche automatiquement la ventilation forcée du conteneur est enclenchée automatiquement
- à 40 % de la LIE, une alarme sonore usine et coupure automatique de l'alimentation électrique et fermeture automatique de la vanne d'entrée du Memgas.

Le bassin tampon est agité et ventilé pour prévenir le risque de présence d'atmosphère explosive. Le ventilateur est doublé et muni d'une alarme en cas de défaut d'alimentation. L'armoire d'alimentation des ventilateurs est équipée d'un inverseur de source manuel pour raccorder un groupe électrogène (externe) en cas de coupure électrique de longue durée. Une procédure définit un fonctionnement en alternance des deux ventilateurs.

L'absence d'agitation fait l'objet d'une alarme remontée en supervision.

#### **ARTICLE 10.4.8. VENTILATION DES LOCAUX**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Les ventilations sont munies de capteurs de défaut. Le fonctionnement des installations est asservi à ces capteurs de défaut.

#### **ARTICLE 10.4.9. SOUPAPE DE SÉCURITÉ, ÉVÉNEMENT D'EXPLOSION**

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont munis d'une soupape de respiration ne débouchant pas sur un lieu de passage, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par quelque obstacle que ce soit. La disponibilité de ce dispositif est vérifiée dans le cadre du programme de maintenance, en tout état de cause, après toute situation d'exploitation ayant conduit à sa sollicitation.

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale tel qu'une membrane souple, un événement d'explosion ou tout autre dispositif équivalent de protection contre l'explosion défini lors d'une évaluation des risques d'explosion.

Le méthaniseur et la tour de conditionnement sont équipés de soupape double effet (lutte contre la surpression et la dépression).

#### **ARTICLE 10.4.10. PROGRAMME DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE**

Un plan de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) est élaboré avant la mise en service de l'installation. Le plan de maintenance intègre un suivi du vieillissement des installations (corrosion, fatigue...).

#### **ARTICLE 10.4.11. PERMIS D'INTERVENTION ET PERMIS DE FEU**

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant présenter un risque d'explosion, ou présentant un risque d'incendie, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation de ce risque (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention " et le cas échéant d'un " permis de feu ". Ce permis, établi et visé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura expressément désignée, est délivré après analyse des risques correspondants et définition des mesures de prévention. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents doivent être cosignés par l'exploitant et le responsable de l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront expressément désignées.

Avant la remise en service de l'équipement ayant fait l'objet des travaux mentionnés ci-dessus, l'exploitant vérifie que le niveau de prévention des risques n'a pas été dégradé.

#### **ARTICLE 10.4.12. AUTRES BARRIÈRES DE SÉCURITÉ**

Le gazomètre est équipé d'une garde hydraulique pour réguler la pression avec détection et d'une détection CH4 intramembranaire avec alarme sonore et visuelle.

Le pot de condensat est équipé d'une garde hydraulique pour réguler la pression. Sa fosse est équipée d'un capteur H2S avec alarme sonore et visuelle.

### **CHAPITRE 10.5 PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR**

#### **ARTICLE 10.5.1. COMPOSITION DU BIOGAZ**

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.

En fonctionnement normal, le biogaz est épuré en biométhane, et injecté dans le réseau de distribution de gaz naturel.

Le biogaz fait l'objet d'un suivi de sa teneur en CH4, H2S, CO2 et O2 :

- biogaz en entrée d'épurateur : mesure de la teneur en CH4 et CO2 1 fois par heure ; mesure de la teneur en O2 5 fois par heure ; mesure de la teneur en H2S 2 fois par jour ;
- biométhane en sortie d'épurateur : mesure de la teneur en CH4 et CO2 20 fois par heure.

### **CHAPITRE 10.6 PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU**

Les pompes de soutirage des bassins tampon et CIP sont asservies à des sondes de niveau très haut.

---

## **TITRE 11 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 11.1 ATELIER FEED+**

#### **ARTICLE 11.1.1. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS**

L'atelier FEED + permet la réalisation de la pression à chaud de la graine de colza.

Ce procédé est parallèle et indépendant du procédé MID 1 qui est la pression à froid permettant d'alimenter le process extraction à l'eau de protéines.

Un nettoyage classique des graines (Tamis chauvin) est réalisé permettant d'éliminer les déchets tels que les cailloux et divers corps étrangers. La graine nettoyée est ensuite aplatée en flocons. Les flocons sont ensuite chauffés dans un conditionneur (CF001) à environ 100°C par chauffage indirect à la vapeur. Les flocons chauffés permettent d'alimenter les presses mécaniques.

Le pressage mécanique permet d'obtenir:

- d'un côté, le tourteau gras pressé en granulés ;
- de l'autre côté de l'huile brute.

Le tourteau gras est ensuite refroidi dans un refroidisseur avant d'être stocké dans le magasin plat n°4.

L'huile brute est ensuite filtrée dans un filtre sous pression afin d'enlever les impuretés, avant d'être envoyée dans les cuves de stockage.

#### **ARTICLE 11.1.2. BARRIÈRES DE SÉCURITÉ**

L'atelier est protégé par un poste sprinklers sous eau.

L'aplatissage des graines est muni d'une détection flamme infra-rouge et d'une aspiration.

Le conditionneur est équipé d'un système d'extinction spécifique.

Les systèmes de dépoussiérage asservissent le fonctionnement des équipements.

Les filtres sous pression sont équipés de soupape.

### **CHAPITRE 11.2 ATELIER MID 1**

#### **ARTICLE 11.2.1. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS**

L'atelier MID 1 de pressage à froid permet de produire le tourteau destiné à l'alimentation du process protéines.

La graine provenant du stockage graines est nettoyée par son passage dans 3 équipements (localisés dans l'atelier Feed+) :

- le séparateur magnétique
- le séparateur à grille
- le trieur optique

Si besoin, la graine nettoyée est séchée dans un sécheur vertical à air chaud.

La graine est ensuite envoyée vers l'atelier MID 1 pour être pressée à froid dans les presses mécaniques.

Le pressage mécanique permet d'obtenir :

- d'un côté, le tourteau gras;
- de l'autre côté de l'huile brute.

Le tourteau gras est refroidi dans des refroidisseurs verticaux avant d'être convoyé vers un stockage tampon (deux silos verticaux de 65 tonnes).

Un broyeur à marteau permet de broyer le tourteau qui sera stocké dans une 3ième cellule tampon de 72 tonnes avant d'être convoyé vers le process extraction protéines à l'eau.

L'huile est filtrée sur un filtre sous pression et stockée dans les stockages huiles avant expédition.

#### **ARTICLE 11.2.2. BARRIÈRES DE SÉCURITÉ**

L'atelier est protégé par un poste sprinklers sous eau.

Les filtres sous pression sont équipés de soupape.

Le stockage tampon d'huile est muni d'une rétention.

## **CHAPITRE 11.3 ATELIER PROTÉINES**

### **ARTICLE 11.3.1. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS**

L'atelier Protéines retravaille le tourteau broyé pour en extraire les protéines. La ligne de production fonctionne en continu, 24h/24 et 7 jours/7, avec des cycles d'une vingtaine d'heure de production suivi d'un cycle de nettoyage pour éviter toute contamination microbiologique.

Il s'agit d'une extraction en solution aqueuse: le tourteau broyé est mis en solution aqueuse puis cette solution va être filtré, dégraissée et centrifugé pour séparer les protéines des autres éléments constitutifs (fibres, huile...). Une étape d'ultrafiltration puis de séchage par atomisation va permettre d'obtenir un isolat de protéine en poudre. Le produit fini est stocké dans un silo tampon de 30 m3, avant ensachage, palettisation, et stockage.

Les coproduits extraits lors des différentes étapes du procédé sont valorisés vers les filières adéquates.

L'eau ayant servi à l'extraction est envoyée à la station d'épuration.

### **ARTICLE 11.3.2. BARRIÈRES DE SÉCURITÉ**

La tour d'atomisation présente une surface d'évent de 3,39 m² et un système d'extinction en cas de départ de feu dans ces équipements.

L'unité est équipée de capteurs de pression haute et de capteurs de niveaux hauts judicieusement répartis sur les différents équipements et qui stoppent les alimentations. Un plan de ces capteurs et un récapitulatif des asservissements est disponible en salle de contrôle. Le bon fonctionnement des capteurs et des asservissements font l'objet de contrôles périodiques défini par l'exploitant.

Les prises de dépotage des cuves d'acide et de bases sont munies de détrompeur.

Les palettes de produits finis et d'emballages sont stockées au rez-de-chaussé dans une zone (incluant l'ensachage et la palettisation) entourée de murs coupe-feu et munie d'une détection incendie. Le nombre maximum de palettes est de 120. Un opérateur est présent lors du conditionnement.

## **CHAPITRE 11.4 STATION D'ÉPURATION (HORS UNITÉ DE MÉTHANISATION)**

### **ARTICLE 11.4.1. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS**

Le procédé de la station d'épuration est composé de 3 étapes:

1/ Le traitement anaérobie : après passage dans le méthaniseur, l'effluent à traiter subit une aération flash, qui a pour but de précipiter le calcium. Il passe ensuite dans le Multiflo1 pour séparer les solides en suspension, et est ensuite refroidi en passant dans un échangeur.

2/ Le traitement aérobie, par boues activées, qui assure l'épuration de la pollution organique restant après le traitement anaérobie, et de la pollution azotée.

Il comprend les étapes suivantes:

- Pré-dénitrification
- Nitrification
- Désoxygénation
- Post-dénitrification
- Ré-oxygénation
- Dégazage
- Clarification

3/ Le traitement tertiaire de finition, avec traitement de la DCO dure résiduelle.

Il comprend les étapes suivantes :

- un passage dans le MULTIFLO 2
- une filtration par filtre à disque
- une filtration sur colonnes de charbon actif

La station d'épuration comprend également les équipements suivants :

- un canal de contrôle avant rejet de l'effluent
- une ligne de déshydratation des boues (Stockage boues + centrifugeuse)
- une cuve de méthanol
- des réservoirs de stockage de produits chimiques
- une unité de préparation des polymères
- trois unités de traitement odeurs :
  - désodorisation du bassin tampon : traite bassin tampon, bassin CIP et désulfuration



- désodorisation local technique : traite le local traitement boues
- désodorisation bâche à boues

#### **ARTICLE 11.4.2. BARRIÈRES DE SÉCURITÉ**

L'aire de dépotage de méthanol est une aire dédiée, étanche de surface maximum de 36 m².

La cuve de méthanol enterrée de 30 m³ est ancrée pour éviter une remontée due à la présence d'une nappe superficielle et est à double paroi avec détection de fuite. L'exploitant définit les modalités de contrôle du bon fonctionnement de la détection de fuite.

Les prises de dépotage des cuves de produits chimiques sont munies de détrompeurs.

Le bassin tampon est relié à une unité de désodorisation. Cette désodorisation est équipée d'un détecteur d'hydrogène en amont du ventilateur qui déclenche une alarme en fonction d'un seuil fixé sur la LIE de l'hydrogène et également sur le défaut de ventilation.

### **CHAPITRE 11.5 ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION**

L'exploitant veille à respecter les dispositions de la réglementation en vigueur relative aux équipements sous pression en particulier l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et les articles L.557-1 et suivants et R.557-1-1 et suivants du Code de l'Environnement.

### **CHAPITRE 11.6 UTILITÉS**

#### **ARTICLE 11.6.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Les utilités présentes sur le site sont les suivantes :

- installations électriques,
- gaz naturel,
- eau,
- air comprimé

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

En lien avec ses études de dangers, l'exploitant définit les mesures compensatoires liées à une perte d'utilité et établit des fiches réflexes.

#### **ARTICLE 11.6.2. ALIMENTATION ÉLECTRIQUE**

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

L'ensemble des dispositifs de sécurité fonctionne avec batteries de secours. La vérification périodique du bon fonctionnement des batteries de secours fait l'objet d'une procédure et d'une traçabilité.

#### **ARTICLE 11.6.3. CHAUFFERIE**

Les prescriptions de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumise à déclaration au titre de la rubrique 2910.

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI 120.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la tuyauterie d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible,
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le chauffage des bâtiments de stockage ou d'exploitation ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérotherme à gaz ne sont pas autorisés dans les bâtiments de stockage ou d'exploitation.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux A2 s1 d0 (anciennement M0). En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges matériaux A2 s1 d0 (anciennement M0). Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent une paroi.

## TITRE 12 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

### CHAPITRE 12.1 PROGRAMME DE SURVEILLANCE

#### ARTICLE 12.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets. L'exploitant peut adapter et actualiser la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

#### ARTICLE 12.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures annuelles comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto-surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées à minima annuellement sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du Code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Chaque émissaire équipé d'une plate-forme de prélèvement et d'un orifice normalisé doit faire l'objet d'une mesure comparative par an. Les résultats des mesures comparatives doivent être transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

### CHAPITRE 12.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO-SURVEILLANCE

L'exploitant respecte les dispositions des arrêtés ministériels suivants :

- arrêté ministériel du 07/07/09 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence,
- arrêté ministériel du 11/03/10 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

Les mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

#### ARTICLE 12.2.1. SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

##### Article 12.2.1.1. Émissions liées à la chaudière process (conduit n°1)

La surveillance des émissions de la chaudière process est conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

##### Article 12.2.1.2. Émissions liées à la manutention et préparation des graines, séchage et refroidissement du tourteau, extraction de protéines

Conduits	Paramètres	Fréquence (*)
A, B, C, D, E, F, G, H, J, N	Débit	Annuelle
	O2	Annuelle
	Température	Annuelle
	Poussières	Annuelle

### Article 12.2.1.3. Émissions liées aux unités de désodorisation de la station d'épuration

Conduits	Paramètres	Fréquence
O, P, Q	Débit	Semestrielle
	H2S	Par tubes réactifs : mensuelle Par prélèvement et analyse normalisées : semestrielle
	NH3	Par tubes réactifs : mensuelle Par prélèvement et analyse normalisées : semestrielle

### Article 12.2.1.4. Émissions liées à la torche

L'exploitant estime les flux massiques de biogaz envoyés à la torche pour incinération, au moyen notamment d'une mesure en continu des flux de biogaz issu du traitement des eaux. Une estimation annuelle des rejets (CH4, H2S, NOx, SO2) est réalisée via la déclaration des émissions polluantes visée à l'article 11.4.1.

## ARTICLE 12.2.2. SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

Les mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

### Article 12.2.2.1. Fréquence et modalités de surveillance de la qualité des rejets

#### Point de prélèvement n°3 – Rejet STEP

Paramètre	Code SANDRE	Fréquence de surveillance	Fréquence des mesures comparatives visées à l'article 12.1.2
Débit		En continu	Annuelle
pH		En continu	Annuelle
température		En continu	Annuelle
COT		En continu	
MES	1305	Journalière**	Annuelle
DBO5	1313	Hebdomadaire	Annuelle
DCO	1314	Journalière**	Annuelle
Azote NGL	1551	Journalière**	Annuelle
Phosphore	1350	Journalière**	Annuelle
Chlorures	1337	Mensuelle**	Annuelle
Indice phénol	1440	Annuelle*	
Cyanures libres	1390	Annuelle*	
Chrome VI et ses composés	1371	Annuelle*	
Plomb et ses composés	1382	Annuelle*	
Cuivre et ses composés	1392	Annuelle*	
Chrome et ses composés	1389	Annuelle*	
Nickel et ses composés	1386	Annuelle*	
Zinc et ses composés	1383	Annuelle*	

Paramètre	Code SANDRE	Fréquence de surveillance	Fréquence des mesures comparatives visées à l'article 12.1.2
Manganèse et ses composés	1394	Annuelle*	
Etain et ses composés	1380	Annuelle*	
Fer, Aluminium et composés	7714	Annuelle*	
AOX	1106	Annuelle*	
Hydrocarbures totaux	7009	Annuelle*	
Ion fluorure	7073	Annuelle*	
Benzène	1114	Annuelle*	

\* Si, lors du dernier contrôle réalisé par l'exploitant, la condition de flux définie à l'article 4.3.9 n'est pas atteinte, la périodicité devient alors tous les 5 ans.

\*\* Les mesures journalières sont effectuées sur les MES, la DCO, l'azote et le phosphore lors de la phase de démarrage de la station d'épuration puis pendant au moins 4 semaines. Pendant cette période, les résultats d'analyse sont comparés aux analyses du COT mètre afin d'établir une corrélation. En fonction des résultats obtenus, l'exploitant pourra solliciter une mesure hebdomadaire sur ces paramètres. Toute non-conformité constatée entraînera à nouveau une mesure journalière et ce jusqu'à obtenir des valeurs conformes pendant 4 semaines consécutives.

#### Point de prélèvement n° 2 – Rejet des eaux pluviales

Paramètre	Code SANDRE	Fréquence de surveillance
Débit		En continu
MES	1305	Hebdomadaire
HCT	7009	Hebdomadaire
DCO	1314	Hebdomadaire

#### Point de prélèvement n° 4 – Rejet des eaux de refroidissement

Paramètre	Fréquence de surveillance
Débit	En continu
Température	En continu

Les résultats doivent être transmis mensuellement à l'inspection des installations classées accompagnés des commentaires sur les causes de dépassement et sur les actions correctives prévues ou mises en œuvre via l'application GIDAF.

Tout fait de pollution accidentelle doit être porté dans les meilleurs délais possibles à la connaissance du Service de Police des Eaux et de l'Inspection des Installations Classées.

### **ARTICLE 12.2.3. SUIVI DES DÉCHETS**

L'exploitant est tenu de faire une déclaration annuelle à l'administration concernant sa production de déchets dangereux (plus de 2 tonnes par an, activité visée au point 4.d de l'annexe I du règlement n° 166/2006) conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, relatif à la déclaration annuelle à l'administration pris en application des articles 3 et 5 du décret n° 2005-365 du 30 mai 2005.

Elle est adressée à l'inspection des installations classées dans le cadre de la télé-déclaration des émissions polluantes et des déchets et donc transmise, au plus tard le 31 mars de l'année n+1 au titre de l'année n.

### **ARTICLE 12.2.4. AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**

Une mesure de la situation acoustique (niveau de bruit et de l'émergence) est effectuée **dans les 6 mois après la mise en service de l'atelier protéines** et au moins une fois tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins dont le choix est

communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Ce contrôle est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées peut demander. En cas de non-conformité, les résultats de mesure sont transmis à l'inspecteur des installations classées accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

#### **ARTICLE 12.2.5. EXCAVATIONS ET SURVEILLANCE PÉRIODIQUE DE LA QUALITÉ DES SOLS**

Les analyses de sols réalisées en 2019 et 2020 dans le cadre du rapport de base sont disponibles dans les rapports suivants :

- Rapport A1482/19/1251 du 8 novembre 2019 concernant la parcelle de l'extension dédiée à la station d'épuration,
- Rapport 1911 du 11 mars 2020 concernant les parcelles du site existant.

Le rapport de base conclut sur la compatibilité de l'état des sols avec l'usage industriel prévu.

Les analyses ont néanmoins révélé plusieurs sources de pollution :

1/ en hydrocarbures totaux (1600 mg/kg MS) entre le bâtiment de production Feed+ (avec sous-sol) et la zone incendiée.

⇒ Après démolition de l'ancien bâtiment extraction, l'exploitant se positionne auprès de l'inspection des installations classées sur la possibilité d'excavation ou de traitement des sols pollués.

2/ en hydrocarbures aromatiques (150 mg/kg MS) au droit d'un ancien garage.

⇒ Cette zone fait l'objet d'excavation dans le cadre des travaux de la station d'épuration.

3/ en PCB (4,3 mg/kg MS) au sud-ouest du site qui sera recouverte d'enrobé.

⇒ Une étude complémentaire est réalisée pour identifier les volumes de terres à excaver avant recouvrement. Elle est transmise à l'inspection des installations classées

Dans le cadre des travaux d'excavations (nivellement de terrain, préparation de terrain pour l'implantation du bâtiment protéines et de la station d'épuration) :

- un maillage des zones à excaver est réalisé en surface et en profondeur et transmis à l'inspection des installations classées **avant le démarrage des travaux**. Ce maillage est représenté sur un plan.
- un registre de suivi des excavations est réalisé dans lequel est consigné journalièrement, avec une précision suffisante, la nature des travaux, les lots excavés, les analyses réalisées, l'exutoire des terres. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations
- chaque zone excavée fait l'objet d'un rapport de fin d'excavation transmis à l'inspection des installations classées

En application de l'article R.515-60 du code de l'environnement, une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans. La prochaine campagne de surveillance aura lieu **avant fin décembre 2029**.

Cette surveillance porte à minima sur les substances ou mélanges pertinents visés au 2° du I de l'article R. 515-59 du Code de l'environnement ainsi que sur les substances suivantes.

A ce titre, l'exploitant transmet son protocole de prélèvement (identification des sondages et des paramètres à analyser) en s'appuyant sur les résultats des rapports du 8 novembre 2019 et du 11 mars 2020 **avant fin décembre 2028**.

A l'occasion de travaux, l'exploitant réalise en amont :

- une évaluation du risque d'exposition des travailleurs lié à la manipulation de ces terres et met en place les mesures de protection appropriées, le cas échéant ;
- une caractérisation de la qualité des terres qui sont potentiellement évacuées hors site afin qu'elles soient prises en charge par les filières agréées et appropriées.

A l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

#### **ARTICLE 12.2.6. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

##### **Article 12.2.6.1. Généralités**

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant.

Les échantillons sont prélevés en respectant les techniques d'échantillonnage en vigueur et sont conservés et manipulés conformément à la norme NF EN ISO 5667.3 ou toute norme équivalente. Ces procédures d'échantillonnage, de conservation, de manipulation et d'analyse sont strictement identiques pendant toute la durée de la surveillance de façon à permettre la comparaison facile entre les différents résultats obtenus et, ainsi, de suivre de façon pertinente l'évolution de la qualité des eaux souterraines.

La représentativité des échantillons est notamment assurée par un pompage préalable permettant d'extraire avant la prise d'échantillon un volume au moins égal à 3 fois le volume du piézomètre. Si, du fait notamment de progrès scientifiques, techniques ou technologiques, des modifications devaient être apportées à la réalisation de ces différentes procédures, le responsable du site doit en informer au préalable, pour accord, l'Inspection des Installations Classées en justifiant que ces modifications ne sauraient entraîner de variation significative des résultats.

En fonction de l'évolution des activités de l'établissement (utilisation et fabrication de nouveaux produits, etc.), l'exploitant informe l'Inspection des Installations Classées de la nécessité de modifier les paramètres de surveillance.

L'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus :

- comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- évolution des résultats par rapport aux années précédentes ;
- comparaison des résultats avec des valeurs de référence (AM du 17/12/08, AM du 11/01/07 ...).

L'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets. En cas de détérioration notable de la qualité des eaux souterraines susceptible d'avoir des répercussions sur la santé humaine, l'inspection des installations classées prend toutes dispositions, par voie d'arrêté préfectoral, pour que la surveillance soit renforcée ; ces dispositions se traduisent en particulier par un raccourcissement du délai entre deux prélèvements.

Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats sont rentrés dans l'outil GIDAF.

#### **Article 12.2.6.2. Plan de surveillance**

Le réseau de surveillance est le suivant :

Nappe captée	Ouvrage	Date de réalisation	Profondeur	Situation hydraulique	Coordonnées LAMBERT 93
Nappe de la craie	PZ 1	2020	7,44 m	aval	X= 562686 Y = 6982244
Nappe de la craie	PZ 2	2020	7,36 m	aval	X= 562608 Y = 6982256
Nappe de la craie	PZ 3	2020	7,92 m	amont	X= 562642 Y = 6922174
Nappe de la craie	PZ 4	2020	7,91 m	amont	X= 6922174 Y = 6922110

Les paramètres suivis et les fréquences d'analyses sont définis dans le tableau ci-après :

PARAMÈTRES	Fréquence
pH	Semestrielle (en périodes de hautes eaux et de basses eaux – conjonction du marnage et de la crue ou de l'étiage de l'Arques)*
conductivité	
Hydrocarbures totaux	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	
Hydrocarbures monoaromatiques (BTX)	
Fer	

\* A l'issue de 3 années de campagnes semestrielle, l'exploitant pourra demander à l'inspection des installations classées de passer à un rythme de 2 prélèvements tous les 4 ans sur la base d'un argumentaire étayé.

Les résultats d'analyses d'eaux souterraines sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois maximum après la date de prélèvement. Ils sont également renseignés dans l'outil GIDAF.

Le rapport précise a minima les points suivants :

- le responsable (SAIPOL, laboratoire ou autre), la date et la méthode de prélèvement (notamment la durée de pompage avant la prise d'échantillon) ;
- le mode de conditionnement, de conservation et de transport des échantillons ;
- la raison sociale, l'adresse et les accréditations et/ou agréments du laboratoire pour ce type d'analyses ;

- la date de réception des échantillons par le laboratoire ;
- s'il y a lieu, la date et la méthode de préparation des échantillons avant analyse ;
- la date et la norme des analyses.

Les analyses chimiques sont reprises sous la forme d'un tableau récapitulatif et de graphiques par polluant reprenant l'historique de la surveillance pour tous les piézomètres concernés.

Les analyses, l'évolution des paramètres vis-à-vis de l'historique, sont obligatoirement commentés avec tous les éléments d'interprétation.

Si une anomalie est constatée, le responsable du site en informe immédiatement l'inspecteur des installations classées et en donne les causes possibles. En cas de détérioration notable de la qualité des eaux souterraines susceptible d'avoir des répercussions sur la santé humaine, l'inspection des installations classées prend toutes dispositions, par voie d'arrêté préfectoral, pour que la surveillance soit renforcée ; ces dispositions se traduisent en particulier par un raccourcissement du délai entre deux prélèvements.

## **CHAPITRE 12.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

### **ARTICLE 12.3.1. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 12.2, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font pressager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application des articles R181-13 5° et R122-5 du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

### **ARTICLE 12.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO-SURVEILLANCE**

Si les résultats mettent en évidence une pollution, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 12.2 du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 12.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...), ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Il est adressé avant la fin de chaque mois à l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 12.3.3. TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO-SURVEILLANCE DES DÉCHETS**

Les justificatifs évoqués au chapitre 12.2.3. doivent en être conservés pendant au moins 10 ans.

### **ARTICLE 12.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES**

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 12.2.4 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Les éléments suivants doivent être présents dans le rapport transmis :

- carte présentant la situation de l'urbanisation dans les zones d'urgence réglementées, opposable le jour de la mesure, et localisant les cibles les plus exposées,
- les critères de choix et l'emplacement des points de mesure,
- les résultats des analyses et le positionnement vis-à-vis des valeurs réglementaires,
- les investigations complémentaires à mener en cas de dépassement.



## **CHAPITRE 12.4 BILANS PÉRIODIQUES**

### **ARTICLE 12.4.1. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES ET DES DÉCHETS**

L'exploitant est tenu de réaliser chaque année, au plus tard le 15 mars de chaque année, une déclaration de ses émissions polluantes et de sa production de déchets. Celle-ci est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet ou, à défaut, par écrit et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement.

Elle contient notamment :

- les utilisations d'eau (le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées) ;
- la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

---

## TITRE 13 -EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET POLLUTIONS LUMINEUSES

---

### CHAPITRE 13.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### ARTICLE 13.1.1. GÉNÉRALITÉS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à assurer la meilleure efficacité énergétique, et notamment par la mise en œuvre de technologies contribuant aux économies d'énergie et à la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

#### ARTICLE 13.1.2. EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique de ses installations. À ce titre, une analyse des consommations mensuelles par poste énergétique : électricité, gaz naturel,... est réalisée. La consommation est ensuite rapportée à une unité représentative de l'activité de l'établissement, et fait l'objet d'un bilan annuel. Un plan d'actions de réduction est élaboré en fonction des potentialités d'optimisation.

L'exploitant fait réaliser tous les cinq ans par une personne compétente un examen de ses installations et de leur mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en accroître l'efficacité énergétique. Cet examen doit, entre autres, porter sur l'isolation thermique, le chauffage, la réfrigération, la ventilation, l'éclairage et la production des utilités : eau chaude, vapeur, air comprimé, ... Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner. Le premier examen doit intervenir au plus dans un délai de deux ans à compter de la mise en service des installations.

#### ARTICLE 13.1.3. ÉCONOMIES D'ÉNERGIE EN PÉRIODE NOCTURNE ET PRÉVENTION DES POLLUTIONS LUMINEUSES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien de ses installations afin de supprimer, sinon réduire, l'impact de l'éclairage sur la consommation d'énergie, sur la préservation de la santé humaine et sur celle des écosystèmes.

À cet effet, l'utilisation nocturne de sources lumineuses est interdite, sauf à justifier d'obligations motivées par la sécurité publique ou du personnel, ou par la lutte contre la malveillance.

Lorsque l'utilisation de sources lumineuses ne peut être évitée, elle doit être adaptée aux nécessités réelles.

En particulier :

- l'éclairage est assuré par des lampes et luminaires "éco-performants" et la signalisation par des dispositifs rétro réfléchissants, lorsque cela ne remet pas en cause la sécurité des travailleurs. L'utilisation de déflecteurs "abat-jour" diffusant la lumière vers le bas doit permettre de réduire la lumière émise en direction des zones d'habitat et des intérêts naturels à protéger ;
- des dispositifs d'obturation (stores ou volets) équipent les ouvertures des locaux devant rester éclairés (sauf contradiction avec les règles d'hygiène).

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de l'application de ces prescriptions.

## TITRE 14 ÉCHÉANCES

Échéance	Article	Intitulé
Avant la mise en service de l'unité protéines	1.6.4	Démontage des silos et cuves inutilisés
	8.3.6	Transmission pour l'ensemble des zones ATEX identifiées : - la justification de l'adéquation matériel (électrique et non électrique) - la vérification des mises à la terre et des continuités électriques - le protocole de vérification des liaisons équipotentielles et des tresses de continuité
	8.3.9	Transmission de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique
	8.4.9	Réalisation et mise à jour des plans et programmes de maintenance et de surveillance
	8.5.1	Vérification de l'état des rétentions existantes et réparations éventuelles
	8.6.5	Test des poteaux incendie
	8.6.5	Création d'un portillon d'accès au poteau incendie côté rue Bonne Nouvelle
	8.6.7	Mise à jour et transmission du Plan d'Opération Interne
	9.1.5	Mise en place d'un système d'aspiration des poussières au niveau de la zone de déchargement et asservissement associé des équipements de manutention
	9.2.1	Transmission d'un rapport annuel de conformité ATEX des silos béton, cellules métalliques et magasins tourteaux
	9.2.5	Mise en place de sondes thermométriques au niveau des silos béton et cellules métalliques
	9.2.5	Mise en place d'un suivi en continu de la température des tourteaux gras dans le magasin 4 ainsi qu'une détection incendie
	9.2.6	Transmission d'un rapport annuel sur le vieillissement des silos et magasins
	9.3.1.2	Modification de la porte de découplage n°3
Dans les 6 mois suivant la mise en service de l'unité protéines	3.1.3	Étude odeurs comportant : <ul style="list-style-type: none"> <li>la mise à jour du profil olfactif du site réalisé en 2010 selon la méthode du langage des nez,</li> <li>une campagne de mesure de débits d'odeurs au niveau des conduits a minima K, O, P, Q. L'étude justifie les conduits sélectionnés pour la mesure,</li> <li>une conclusion quant à la nécessité éventuelle de renforcer les mesures de réduction des émissions olfactives.</li> </ul>
	12.2.4	Mesure de la situation acoustique
Dans les 8 mois suivant la mise en service de l'unité protéines	3.1.3	Transmission de l'étude odeurs
Dans les 12 mois suivant la mise en service de l'unité protéines	3.1.3	Mise en place des conclusions et recommandations de l'étude odeurs
Avant le premier démarrage de l'unité de méthanisation	10.3.1	Formation du personnel
	10.3.4	Information de l'achèvement des installations et de leur conformité par un dossier technique
Avant fin décembre 2028	12.2.5	Protocole de prélèvement des sols pour la campagne de surveillance de la qualité des sols
Avant fin décembre 2029	12.2.5	Campagne de surveillance de la qualité des sols
Durant la première campagne de trituration de graines de moutarde	1.2.5.2	Mise à jour du profil olfactif
Avant les travaux d'excavation	12.2.5	Transmission de l'étude complémentaire pour identifier les volumes de terres contaminées au PCB à excaver

Échéance	Article	Intitulé
	12.2.5	Plan de maillage des zones à excaver
Après les travaux d'excavation	12.2.5	Transmission de rapport de fin d'excavation
Après la démolition du bâtiment extraction	12.2.5	Positionnement sur la possibilité d'excavation ou de traitements des sols pollués au hydrocarbures

**ANNEXE 1 : POINTS DE MESURE DES NIVEAUX SONORES**

Emprise du projet



Points en limite de site  
(judicieux en direction des ZER)



Points de mesure en ZER



Points en limite de site  
(optionnels selon l'avis DREAL)

